

Date : Mardi 6 Janvier 2026

Horaire : 19:00

- 1 Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 septembre 2025

Rapport - Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 14 novembre 2025

- 2 Ordre du jour
Convocation - Ordre du jour

3

1. **Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2025**

Délibération - Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2025

- 4 **2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026**
Délibération - Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026

- 5 **3. Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) 2026-2032**
Délibération - Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) 2026-2032

- 6 **4. Approbation du choix de subdélégation de la gérance du Club House du Golf d'Hossegor**
Délibération - Approbation du choix de subdélégation de la gérance du Club House du Golf d'Hossegor

- 7 5. Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation du colisage des bulletins de votes pour les élections municipales mars 2026
Délibération - Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation du colisage des bulletins de votes pour les élections municipales mars 2026
- 8 6. Sollicitation de demandes de subventions au titre du Fonds Vert pour le projet réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor
Délibération - Sollicitation de demandes de subventions au titre du Fonds Vert pour le projet réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor
- 9 7. Signature d'une convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »
Délibération - Signature d'une convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »
- 10 8. Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile
Délibération - Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile
- 11 9. Modification du tableau des effectifs
Délibération - Modification du tableau des effectifs
- 12 10. Modification des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) liées aux évènements familiaux
Délibération - Modification des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) liées aux évènements familiaux

13 11. Présentation du Rapport Social Unique au titre de l'année 2024
Délibération - Présentation du Rapport Social Unique au titre de l'année 2024

14 *Décisions du Maire contractées du 19 septembre 2025 au 31 octobre 2025*

Délibération - Décision du Maire: Tarifs d'occupation du domaine public abords lac, canal et autres

Délibération - Décision du Maire: Choix du prestataire pour l'achat d'un véhicule d'occasion pour la commune.

Délibération - Décision du Maire: Avenant au marché de travaux pour la rénovation du poste de la plage blanche et aménagement paysager au lac de SOORTS-HOSSEGOR

Délibération - Décision du Maire: Marché public de fourniture pour l'achat d'une hydrocureuse sur remorque

Délibération - Décision du Maire: Choix du prestataire pour l'achat d'un véhicule d'occasion pour la commune.



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 26 septembre 2025

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-neuf septembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Mathilde VINTROU, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY MONTAUT,

Absents non représentés : Myriam LANGLOIS, Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

CONSEIL MUNICIPAL

DU 26 SEPTEMBRE 2025

19H00

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 26 septembre 2025 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 6 juin 2025.

ORDRE DU JOUR

FINANCES

1. Cession d'une balayeuse-ramasseuse
2. Autorisation de Programme et Crédits de Paiement du budget principal
3. Décision modificative n°3 budget principal

INTERCOMMUNALITE

4. Programme d'actions dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière (SLGBC) 2023-2027 : convention de financement d'une étude de l'impact des vagues de tempête sur les ouvrages de défense situés en front de mer
5. Communauté de communes MACS- Convention de contribution de la commune en faveur de l'Etablissement Public Foncier "LANDES FONCIER" (EPFL)

URBANISME

6. Approbation du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et du Zonage d'Assainissement Pluvial
7. Déclassement par anticipation et conclusion d'un bail à construction en vue de la réalisation d'une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale dans la zone d'activité de Pédebert

MARCHES PUBLICS-DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

8. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Casino
9. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le complexe du Tennis
10. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le complexe du Trinquet

11. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Golf

12. Modification des tarifs du Golf d'Hossegor

AFFAIRES GÉNÉRALES

13. Création officielle d'une réserve communale de sécurité civile

14. Sollicitation de la prolongation des concessions des plages naturelles de Soorts-Hossegor (avenant n°2)

15. Signature d'une convention avec le Département des Landes dans le cadre du partenariat « Hors les Murs » pour l'exposition « Absolument céramique »

RESSOURCES HUMAINES

16. Signature d'une convention pour le recours au bénévolat

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 30 mai 2025 au 19 septembre 2025

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 19 septembre 2025

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD

Bon, il est, il est 19h, bonsoir à tous on va commencer ce conseil. Bonsoir à tous, bonsoir au public qui vient de s'installer et à ceux qui éventuellement nous suivent sur internet. Quentin BENCHETRIT est nommé comme secrétaire de séance et le quorum étant atteint, on peut commencer notre conseil municipal du 27 septembre.

On est réuni pour ce conseil municipal de rentrée après une saison estivale qui, je l'espère, fut bonne et enrichissante pour chacun d'entre vous. Après une saison intense et sans histoire majeure, ce dont nous pouvons nous féliciter. Merci d'ailleurs à la PM, au service de sécurité privée, notre gendarmerie, nos pompiers et nos nageurs sauveteurs. On va rentrer dans une période de construction budgétaire pour 2026 puisqu'on va en parler dans les prochains conseils. Comme chaque année, l'été a été marqué par de nombreux événements et projets qui ont dynamisé notre ville et renforcé le lien social entre nos habitants et les festivités estivales qu'il s'agisse des marchés locaux, des concerts en plein air, d'animation variées ou encore des, des initiatives sportives ont été un véritable succès grâce à l'implication de nos associations entre autres et à la participation active de nos citoyens. Je tiens à féliciter et à remercier l'ensemble de ces personnes qui ont contribué à la réussite de ces événements cet été. Cette période a également été l'occasion de nous préparer aux nombreux défis qui nous attendent d'ici la fin de l'année puisque on va travailler très prochainement sur les budgets et construire le budget pour 2026. Et je suis convaincu que grâce à notre détermination nous réussirons à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

Et je voulais vous remercier d'être aussi présents ce soir. On va passer à notre conseil mais avant d'aborder l'ordre du jour, nous devons voter le compte-rendu du conseil précédent. Est-ce que vous avez des remarques ?

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 6 juin 2025.

Est-ce que sur le conseil du mois de juin vous avez des remarques ?

Lionel BARBERIS :

Oui, vous avez abordé le bilan de la saison, il y' avait une réunion au bilan qui était programmée, elle a été annulée. Il y a une raison particulière ?

Christophe VIGNAUD

La raison est simple, comme tu dois le savoir, compte tenu de la période pré-électorale à partir du 1er septembre il était conseillé de faire des choses qui n'étaient pas alors...

Lionel BARBERIS :

Comme elle était habituelle, elle pouvait être maintenue

Christophe VIGNAUD

On aurait pu la maintenir mais j'ai considéré que c'était un sujet qui pouvait être abordé ici, c'est ce que je viens de faire très rapidement. Donc c'est la raison pour laquelle ça a été annulé.

Lionel BARBERIS :

D'accord, sur le compte-rendu précédent, on a eu un long débat là sur le service urbanisme qu'il y a sur les suppressions de poste. On voulait savoir comme il s'est passé 3 mois et demi depuis le dernier conseil. Est-ce que vous pouvez nous faire juste un point de service urbanisme ? Pour savoir où on en est parce que on a des polices de l'urbanisme à faire. Il n'y a pas mal de sujets et je pense que les gens ont besoin peut-être de savoir où en est le service. Merci beaucoup.

Christophe VIGNAUD

Merci pour cette question, il n'y a pas de problème par rapport à ça. Le service urbanisme est toujours pareil puisque nous avons toujours des agents qui sont en arrêt maladie. On a cependant la semaine prochaine la personne qui avait la charge du service qui devrait rentrer. Donc on va voir dans quelles conditions il rentre, en termes de travail et de voir quelles missions vont lui être affectées pour lui. Ce qui est sûr et certain que l'ensemble des dossiers c'est-à-dire DP, PC et autres, sortent normalement. La preuve, on a fait une commission ce matin, et ça s'est bien passé il n'y avait pas beaucoup de dossiers cette fois-là.

Et ce n'était pas toujours très intéressant puisque, on a de moins en moins de dossiers à instruire, compte tenu de la situation des ventes et des achats, des projets. Nous avons beaucoup moins de dossiers qu'auparavant, ça c'est sûr.

Et parallèlement à ça, on attend le responsable du service rentre la semaine prochaine et voir comment on va s'organiser, principalement pour tout ce qui concerne les problématiques et en tu faisais état de la police de l'urbanisme, sujet sur lequel il faut qu'on se penche parce qu'on sait qu'on a 5 mois de délais.

Lionel BARBERIS :

Parce que depuis plus d'un an il n'y a personne pour faire la police de l'urbanisme ...

Christophe VIGNAUD

Il y a eu des choses qui ont été faites en corrélation...

Lionel BARBERIS :

Dès qu'il y a une déclaration d'achèvement de travaux il doit être vérifié sous 5 mois

Christophe VIGNAUD

Alors oui, seulement si elle est demandée.

Lionel BARBERIS :

Elle est obligatoire

Christophe VIGNAUD

Non.

Lionel BARBERIS :

Le contrôle est obligatoire.

Christophe VIGNAUD

Le contrôle est obligatoire mais cela étant, il faut qu'il soit demandé par le pétitionnaire.

Lionel BARBERIS :

Faut qu'on l'acte comme quoi il a fini chantier.

Christophe VIGNAUD

Au demeurant, il y a des choses qui ont été faites qui ont été instruites par un policier municipal accompagné d'un instructeur. Donc il y a des choses qui ont été faites même encore la semaine dernière. Voilà.

Bon, on passe au vote si vous en êtes d'accord sur le dernier conseil, est-ce que vous avez donc d'autres remarques ? Donc qui est pour ? Très bien. Donc on va passer au point de notre conseil de ce soir, point finance avec le premier point qui est la cession d'une balayeuse ramasseuse.

FINANCES

1. Cession d'une balayeuse-ramasseuse

Edouard DUPOUY

Bonsoir, alors, il s'agit d'une ancienne balayeuse,

Christophe VIGNAUD

Effectivement ce n'est pas très poétique, c'est vrai, mais enfin bon, c'est la vie de tous les jours malheureusement.

Edouard DUPOUY

Donc vous l'avez vu, il y a une ancienne balayeuse qui date de 2017 qui arrive en fin de vie et donc il a été décidé de la remplacer, l'Assemblée délibérante est invitée à autoriser monsieur le maire à acter la cession de ce véhicule. Il y a une offre qui avait été acceptée par une société pour la somme de 15 000 €. Est-ce qu'il y a des interventions là-dessus ? Non, Parfait.

Christophe VIGNAUD

On va donc passer au vote. Donc qui est pour cette cession ? Très bien. Merci.

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n° 250926-01 : Cession d'une balayeuse-ramasseuse

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles relatifs à la gestion du patrimoine communal,

VU l'article L. 2122-22 10° du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la nécessité de céder une ancienne balayeuse, la 6000 REVOLUTION de marque DULEVO datant de 2017 et portant le n° de série 6000T00173, en raison de son âge et du nombre d'heure de cette dernière (8 558 heures),

CONSIDERANT que les collectivités ne sont pas obligées de mettre en concurrence les sociétés pour la vente des véhicules très spécifiques comme peut l'être une balayeuse-ramasseuse,

CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'argus pour ce type de machine mais qu'il est d'usage d'appliquer une décote de 10% par an sur une base de 1 000 heures par an.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'accepter l'offre de reprise de la société LEMONNIER pour la somme de 15 000 € net de taxe.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE la cession du véhicule susmentionné à la société LEMONNIER, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur et de fixer le prix de cession à 15 000 € net de taxe conformément à l'offre reçue.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

2. Autorisation de programme et crédit de paiement sur le budget principal

Christophe VIGNAUD

Point numéro 2, il s'agit d'une autorisation de programme et crédit de paiement sur le budget principal

Edouard DUPOUY

Donc dans l'optique de pouvoir acter des marchés en cours de consultation ou en phase préparatoire, il est nécessaire de créer une nouvelle AP/CP qui sera dédiée à l'écoquartier de Soorts.

Donc un mandat à la Satel pour la conduite des études préalables de la création de l'écoquartier. Donc c'est une étude qui s'élève à 46 920 € TTC. Il y a diverses études préalables qui seront également comprises là-dedans pour un budget de 234 000 €, des levés topographiques, des études au sol, des études urbaines et environnementales et bien sûr ces études elles vont s'échelonner dans le temps. Donc il est proposé de constituer une autorisation de programme de 300 000 € qui s'étalera donc de 2025 à 2026.

Christophe VIGNAUD

Merci Edouard

Edouard DUPOUY

Est-ce qu'il y a des interventions ? Oui, Maëlle ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui. Par rapport à ça, par rapport à l'écoquartier, j'ai vu que dans la liste qui était mentionnée, il y avait entre autres une étude urbaine. Bon, elle a déjà été faite, peu importe. Ma question, c'est premièrement, au départ, on avait estimé 234 000€, A priori, de ce que j'ai compris, là, on serait à 280 000€ estimé et on met au budget 300 000€, tu l'as dit pour des aléas. Et c'est quoi le, le type d'aléas en fait qui pourrait encore faire monter la note ?

Christophe VIGNAUD

Il peut peut-être y avoir des études supplémentaires pour donner suite aux premières études qu'on nous demande de refaire. Donc c'est pour ça je pense que ça a été une petite marge de manœuvre pour se donner la possibilité du « au cas où »

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Ça rejoint une autre question. Est-ce qu'on a d'ores et déjà donc par rapport à ces 300 000€ est-ce qu'il serait possible d'en avoir le détail ?

Christophe VIGNAUD

Ce qui a été déjà dépensé ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Bien parce que là on a juste « entre parenthèses », étude environnementale, étude urbaine et sachant que l'étude urbaine elle a déjà été faite et du coup est-ce qu'il serait possible d'avoir un détail ?

Christophe VIGNAUD

Pas de problème

Edouard DUPOUY

€Pas de problème pour envoyer la décomposition des 300 000 c'est ça ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui

Christophe VIGNAUD

Pendant la commission on pourra complètement le détailler. Il n'y a pas de problème par rapport à ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et je m'interrogeais par rapport au choix de la Satel. Est-ce qu'on a comparé avec d'autres sociétés d'aménagement ?

Christophe VIGNAUD

Oui. Oui. Il y a eu un appel d'offre qui a été fait.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Il y avait un appel d'offre

Christophe VIGNAUD

Ah oui, oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord. Non mais c'est une question.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas un choix délibéré d'aller sur La SATEL automatiquement.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Ça aurait pu. Mais vu que c'est vu que c'est souvent eux. On se pose la question.

Christophe VIGNAUD

Oui, c'est souvent eux parce qu'ils ont l'habitude. Ils ont l'habitude et ce sont des vrais professionnels au même titre que la programmation qui a été faite a été fait par quelqu'un qui est spécialisé.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui, l'étude urbaine, la fameuse étude urbaine

Christophe VIGNAUD

Ouais, la fameuse étude urbaine fait par Pablo. Donc oui, mais celle-ci, on aurait pu donc nous dire aussi pourquoi lui. Donc non, non, il y a eu un appel d'offre.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et après ma dernière réflexion par rapport à ce sujet-là, c'est toujours la même. Je l'ai déjà dit, c'est dire que là, on en est à 300 000€. Alors, je l'espère, je n'espère pas le contraire, mais on n'a toujours pas la certitude au niveau réglementaire, on est toujours en zone naturelle ? Pourquoi on n'attend pas ? est-ce qu'il y a une urgence ?

Je n'espère pas qu'on vive la même chose qu'avec la ZAC, mais on n'a toujours pas aujourd'hui la certitude qu'un jour on puisse faire quelque chose et on engage déjà de l'argent., ce qu'avait fait nos prédécesseurs

Christophe VIGNAUD

Non la différence c'est qu'on engage de l'argent, et on essaie de faire des prévisions en se disant que ça va tourner, on n'est déjà pas propriétaire donc on a cette difficulté-là, on en est tout à fait conscients la deuxième c'est qu'au niveau du PLUI pour modifier, il faut qu'on passe par une modification et tu sais comment ça se passe.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Une révision

Christophe VIGNAUD

Et une révision tu sais comment ça se passe. Un peu long mais on essaie de prendre de l'avance et de se dire qu'à un moment ou un autre cela va pouvoir se faire à cet endroit-là puisque c'est le seul endroit où nous pourrions encore construire on ne prend pas le risque mais on prend l'initiative d'être un peu en amont pour être prêts au moment venu.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais prendre de l'avance par rapport au fait de travailler sur le sujet ou effectivement ce qu'on a fait avec Pablo, on engage des études, mais là on engage de l'argent là on engage 300 000€ on prend un risque

Christophe VIGNAUD

Non, ce n'est pas parce qu'on a marqué les 300 000€ qu'on va les dépenser ...déjà

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord

Christophe VIGNAUD

Puisque c'est une APCP. La deuxième c'est qu'en fait on se dit qu'éventuellement on pourrait aller préparer le terrain, je dis bien le terrain, la globalité du projet et le faire le moment venu. Après ce projet là comme on l'a dit en séance la dernière fois au trinquet, c'est un projet, il peut aussi ne pas se faire.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

C'est ça

Christophe VIGNAUD

Donc on prend le risque éventuellement de se dire compte tenu du fait qu'avec la loi Zan qui arrive, étant donné que c'est la seule zone qui est encore possible de changer et de construire, on prend ce risque-là. Mais il n'est pas question de dépenser les 300 000€ si on se rend compte que ce n'est pas faisable. Je veux dire ce n'est pas une obligation.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Parfait. Merci.

Lionel BARBERIS :

Excusez-moi, monsieur le Maire je ne comprends pas. Si on ne fait pas quoi ? Parce que là, ce sont des études, à 300 000€.

Christophe VIGNAUD

Non mais, on est d'accord, les 300 000€ c'est une étude pour déboucher sur un écoquartier.

Lionel BARBERIS :

Oui voilà,

Christophe VIGNAUD

Mais entre-temps en ce moment, il y a des discussions qui sont menées et il va y avoir des discussions qui vont être menées pour savoir si on peut acquérir les terrains.

Lionel BARBERIS :

En fait on fait un AP/CP pour des études mais on ne fait pas un ACP pour l'écoquartier, c'est pour des études de l'écoquartier.

Christophe VIGNAUD

Ah non, on fait des études de l'écoquartier.

Lionel BARBERIS :

Aujourd'hui, on est vraiment sur des études.

Christophe VIGNAUD

Oui pour l'instant

Lionel BARBERIS :

Moi j'y vois qu'un effet d'annonce en fait

Christophe VIGNAUD

Non, pas du tout. Mais bon, ça c'est...

Lionel BARBERIS :

Et on parle de l'écoquartier avant les élections.

Christophe VIGNAUD

Alors, j'aimerais bien juste mettre les choses au clair. On est en fin de mandat. Très bien. Il n'y a pas de... Attends 30 secondes, je te laisserai la parole ensuite. On est en fin de mandat, très bien. Il n'y a pas de souci. Dans 6 mois, il y a des élections, les gens décideront ce qu'ils voudront. On n'est pas là pour ça. Je pense qu'il y a une chose, notre rôle, c'est d'aller jusqu'à la fin du mandat et de faire les choses comme on le souhaite et comme on pourrait le faire. Après, chacun fera ce qu'il voudra que ce soit les uns ou les autres, ce n'est pas un souci ça. Il n'y a pas d'annonce, il n'y a pas d'effet d'annonce.

Lionel BARBERIS :

Vous n'empêchez pas quand même d'y penser

Christophe VIGNAUD

Je ne t'empêcherai pas de penser

Lionel BARBERIS :

Non mais déjà de le penser et puis de voir la succession d'annonces qui sont faites ces derniers mois, que ce soit pour le sporting, que ce soit pour l'écoquartier ou autres. On a on a quand même beaucoup de réunions qui se sont succédées avant le premier 1er septembre. C'est très bien mais on précipite beaucoup les choses mais ça demande peut-être un peu de maturité, les exemples du Sporting en l'état. Il faut absolument signer un A. M. I en janvier 2026, 2 mois avant les élections pour laisser à un privé la gestion du Sporting. Alors on sait qu'on va en discuter lundi, mais la réalité c'est que je trouve qu'on précipite beaucoup les choses avant les élections.

Myriam LANGLOIS

C'est depuis le début du mandat qu'on en parle de l'écoquartier.

Lionel BARBERIS :

Ah oui, ...il était temps d'agir. C'est bien. On est à la fin du mandat. C'est bien. Vous avez mis 6 ans pour faire un AP/CP sur une étude. Ben bien sûr, vous avez mis 6 ans pour faire une étude. Super.

Myriam LANGLOIS

Juste une chose, il y avait peut-être d'autres priorités.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Bon, on peut se reconcentrer sur le point donc de l'écoquartier et sur cette délibération sur lequel on doit voter. Donc qui est pour, qui est contre et qui s'abstient ? Trois abstentions. Quatre. Oui, enfin trois puisque vous êtes présents.

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n° 250926-02 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiement du budget principal

VU les articles L. 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU la délibération n°250326-09 du 26 mars 2025 actant les autorisations de programmes et crédits de paiement pour 2025,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Il précise la nécessité de créer et/ou modifier des autorisations de programme afin de pouvoir acter des marchés en cours de consultation ou en phase préparatoire.

Il est nécessaire de créer une nouvelle APCP.

➤ AP25.001 : Ecoquartier de Soorts

Dans le cadre du projet d'aménagement de l'Ecoquartier de Soorts, il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle Autorisation de Programme (AP). Il est proposé d'y inscrire 300 000 € et de répartir les Crédits de Paiement (CP) sur les exercices 2025 et 2026.

AP25.001	AP	CP 2025	CP 2026	TOTAL CP
+/-	300 000,00	100 000,00	200 000,00	300 000,00
CM 26/09/2025	300 000,00	100 000,00	200 000,00	300 000,00

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 4 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la création de cette autorisation de programme et de ces crédits de paiement tels que définis dans le tableau ci-dessus.

PRÉCISE que cette nouvelle autorisation de programme sera intégrée au tableau existant reprenant l'ensemble des APCP en cours d'utilisation.

Le tableau synthétique listant ces APCP est annexé à la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

3. Décision modificative sur le budget principal

Christophe VIGNAUD

On passe au point numéro 3 qui est la décision modificative sur le budget principal numéro 3. Enfin, le budget modificatif numéro 3, pardon.

Edouard DUPOUY

C'est la troisième décision modificative. Il y a un certain nombre d'ajustements à la fois sur la partie fonctionnement et investissement. Bon, je n'ai pas tous les énumérer mais je rappellerai simplement qu'il y a des aléas notamment sur les surcoûts des primes d'assurance. il y a il y a beaucoup de collectivités qui ont du mal à se faire assurer. Nous, ce n'est pas le cas, en revanche, on a des primes qu'on... a évolué mais c'est également le cas pour les particuliers. Donc c'est un sujet beaucoup plus large. L'augmentation aussi de la subvention SCCS à la suite de modifications de quotité horaire et de mise à disposition du personnel entre la commune et le CCAS. Différentes dépenses qui ont bougé. Et puis un point que je voulais signaler, que vous n'avez pas eu dans les documents, c'est sur les subventions aux manifestations puisqu'entre-temps, on a reçu le bilan de l'association les marinières du CHR et donc on a rajouté, le versement de cette subvention de manifestation pour 1 000 €. Elle était prévue. On attendait la réception de ce dossier et donc on n'avait pas pu le retranscrire lors de la commission générale. voilà, je ne vais pas détailler le reste mais s'il y a des interventions. Les 1000 € n'y étaient pas. S'il y a des.... Oui, dans celle que l'on va voter mais initialement elle n'y était pas. Voilà.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui. J'avais une question, je suis désolée par avance mais c'est toujours un peu nébuleux entre MACS et la commune. C'est sur le dans les dépenses d'investissement, il y a alors...je l'ai sous les yeux remboursement...non évidemment pas celui-là. C'est le passage où on parle de la canalisation entre le lac et l'océan.

Edouard DUPOUY

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et on parle de travaux de remise en état de la voirie. Alors, j'ai vu qu'il y avait des points où en fait la commune, on le voit plus loin dans les documents, la commune paye et après le MACS reverse. Mais je n'ai pas trouvé sur ce point-là. Du coup, ma question, elle est sur ces fameux travaux de remise en état de la voirie après donc la canalisation. Qui paye ? Est-ce que c'est MACS ? Est-ce que c'est la commune ? Est-ce que c'est la commune mais MACS rembourse ? parce que vu que la compétence on le sait depuis le temps, voirie c'est MACS ce sont ces fameux travaux de remise en état dans les documents il y a écrit qu'on les payait commune j'entends est-ce que c'est nous qui payons s'ils sont payés.

Edouard DUPOUY

Non, en fait ils sont payés par MACS mais là où tu avais très bien compris c'est que sur la canalisation on a fait on a consenti une avance de trésorerie sur ces travaux-là et ils seront remboursés en fin d'année mais là je ne parle pas de la canalisation je parle de la des travaux de remise en état de la voirie

Edouard DUPOUY et Christophe VIGNAUD

Ça c'est MACS aussi qui paye.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord

Christophe VIGNAUD

Oui

Lionel BARBERIS :

Justement sur ces travaux là ce qui est marqué dans le document le refoulement du sable vers les plages océanes après désensablement. L'opération globale était de 530 000 € hors taxe TTC dans un marché de travaux de 317 000 €. Un budget primitif qui avait inscrit 180 000. Et donc là aujourd'hui, on rajoute 350 000.

Edouard DUPOUY

Oui

Lionel BARBERIS :

Dû à quoi ?

Edouard DUPOUY

Dû à un changement dans la manière d'opérer puisqu'on n'avait pas prévu, si je ne dis pas de bêtises sur les groupes électrogènes. C'est ça....

Christophe VIGNAUD

Et le cubage

Edouard DUPOUY

Oui et le cubage aussi de...

Christophe VIGNAUD

On passe de 10 à 15 000 m3

Lionel BARBERIS :

Et donc là c'est l'investissement. Les travaux sont déjà faits.

Edouard DUPOUY

Non

Christophe VIGNAUD

Non

Edouard DUPOUY

Non ça va démarrer là

Christophe VIGNAUD

Non, faut que tu ailles sur le lac tu verras, c'est en train de s'installer

Edouard DUPOUY

La première mise en place

Christophe VIGNAUD

La mise en place est actuelle, et le...

Lionel BARBERIS :

Ça ne concerne pas, pas la canalisation, ça ne concerne pas tout ça.

Christophe VIGNAUD

Non, la canalisation ça a été fait, on...

Edouard DUPOUY

Non c'est sur la phase après

Christophe VIGNAUD

En ce qui concerne le lac et en fait la partie qui sera retirée par le lac enfin le sable dans le lac c'est en train de se mettre en place et si vous passez le long du lac vous voyez les barges et les différents matériaux qui se trouvent sur les plages et qui vont être mis et qui vont être opérationnels pas avant le 6 octobre compte tenu des marées qui sont faibles. Et donc il pourrait abîmer les fameuses...

Lionel BARBERIS :

Et pourquoi on n'a pas d'avoir ça avant, alors du coup, en écriture ?

Christophe VIGNAUD

Comment ?

Lionel BARBERIS :

Pourquoi ça pas été inscrit avant en écriture ?

Christophe VIGNAUD

Parce que le marché a été donné il n'y a pas très longtemps

Lionel BARBERIS :

Oui mais enfin, on passe de 180 000 à....

Christophe VIGNAUD

Toutes les manières ce n'est pas nous qui payons.

Lionel BARBERIS :

On rajoute 350 000 non ?

Edouard DUPOUY

Non mais à l'époque qu'on avait fait le budget en fait on n'était pas parti sur cette méthodologie là

Christophe VIGNAUD

On avait une méthodologie qui était différente. Voilà. Après la différence quoi qu'il arrive en ce qui concerne l'extraction est pris à 100 % par MACS.

Lionel BARBERIS :

Non mais que ce soit pris à 100 % par MACS, on a déjà débattu de ça mais en termes d'écriture voilà on court un peu derrière le temps, j'ai l'impression mais on ferait des conseils plus réguliers, ce serait mieux.

Christophe VIGNAUD

Un conseil par trimestre.

Lionel BARBERIS :

C'est forcément un par trimestre. C'est ce qu'on fait dans les petits villages.

Christophe VIGNAUD

Oui mais on est un petit village

Lionel BARBERIS :

Dans les dans les communes un peu plus importantes. On est tous les mois. Bon, je dis ça. C'est comme ça que vous voyez la commune

Christophe VIGNAUD

Oui tu dis ça tu ne dis rien, oui, pas de problème

Henri ARBEILLE

Je peux juste intervenir ?

Christophe VIGNAUD

Oui ?

Henri ARBEILLE

Dans les décisions du maire à la fin,

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas la même chose les décisions du maire, on le verra à la fin,

Henri ARBEILLE

J'entends bien mais à la fin on n'aura peut-être pas l'occasion de rendre en débat, c'est une décision du maire.

Christophe VIGNAUD

Si, si

Henri ARBEILLE

Je vois que donc pour l'année frais de fonctionnement, on va arriver donc à 400 000 € TTC. Vous confirmez bien cette somme ?

Christophe VIGNAUD

Alors, c'est quelle décision déjà ?

Henri ARBEILLE

De retenir l'offre du groupement conjoint...

Christophe VIGNAUD

Laquelle ? Décision ?

Henri ARBEILLE

C'est la décision du maire marché pour les travaux de rechargement hydraulique en sable des plages du littoral. Donc on arrive à 408 000 TTC par an.

Rappelez-vous quand on a eu ce débat, on avait parlé effectivement de ce que coûtait le bypass avec le rechargement également des plages de Capbreton. J'avais annoncé le chiffre de 500 000 € de fonctionnement par an. On en est plus très loin. Mais nous on est à 400000 pour 10000 m³ annoncés.

Christophe VIGNAUD

Donc 15000 m³.

Henri ARBEILLE

D'accord

Christophe VIGNAUD

15000 m³. Et en plus, ça c'est pour cette année. Et après les prochaines campagnes seront bien entendu pour ceux qui feront un appel d'offre d'une manière de gratter ou d'aspirer. On verra quelle sera la meilleure et au moindre cout.

Oui ?

Lionel BARBERIS :

Désolé monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD

Non mais ce n'est pas enfin... allez-y..

Lionel BARBERIS :

Oui bien sûr. C'est pour le fonctionnement du dragage. Donc en termes de sécurité, ce sont des agents municipaux ou c'est une société privée. ? Comment ça se passe la sécurité du dragage autour de ça ?

Christophe VIGNAUD

Non mais

Lionel BARBERIS :

Parce que vous savez qu'il y a les charges de personnel, on a dit qu'on répercutait tout à MACS notamment. Donc l'ensemble des charges y compris des études... Est-ce qu'aujourd'hui on aura l'évaluation de ça notamment ?

Christophe VIGNAUD

Alors, une maîtrise d'œuvre qui a été donnée. Donc voilà, la première des choses, c'est que cette société, la société qui a été retenue s'occupe de l'ensemble puisque c'est la même société qui a été retenue en même temps, que ça soit pour le dragage comme pour l'aspiration. Et cette société-là s'occupe de la sécurité puisqu'il y a des bouées qui vont être mises et il n'y a pas de personnel communal qui est mis à disposition.

Lionel BARBERIS :

Au rejet, il n'y a pas besoin ?

Christophe VIGNAUD

Non, il n'y a pas besoin. Non.

Lionel BARBERIS

D'accord.

Christophe VIGNAUD

C'est l'entreprise qui va s'en occuper

Lionel BARBERIS

Oui, c'est sûr leur propre sécurité, il n'y a pas de problème.

Christophe VIGNAUD

Non

Lionel BARBERIS

Donc on pourra refacturer à l'euro près ce que ça coûte y compris les frais internes.

Christophe VIGNAUD

Eventuellement, si besoin, mais normalement il n'y a pas besoin.

Lionel BARBERIS

Il faut que ça soit le cas

Christophe VIGNAUD

Mais la maîtrise d'offre l'ensemble des choses y compris pour la sécurité les bouées vont être mises là dès que ça sera fini dès que les barges seront installées et pareil pour l'extraction. Bien, on va quand même passer au vote donc qui est pour la DM numéro 3 ? Qui s'abstient ? Et qui est contre ? Merci.

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n° 250926-03 : Décision modificative n°3/2025 du budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l’avis favorable de la Commission des finances réunie le 27 août 2025,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°250326-08-01 du 26 mars 2025 portant vote du budget primitif 2025 du budget principal,

VU la délibération n°250606-01 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°1/2025 du budget principal,

VU la délibération n°250606-02 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°2/2025 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°3/2025 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 17 500,00 € et en section d'investissement à 570 962,45 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	011	282	60623		Fournitures alimentation	-200,00
D	F	011	025	60632		Fournitures petits équipements	-2 000,00
D	F	011	025	60636		Vêtements de travail	-1 500,00
D	F	011	025	61521		Entretien terrain	-3 000,00
D	F	011	020	6161		Assurances multirisques	40 000,00
D	F	011	282	6232		Frais réception	200,00
D	F	011	025	6288		Autres prestations de services	6 500,00
D	F	011	020	6288		Autres prestations de services	11 000,00
D	F	012	020	6488		Autres charges de personnel	1 524,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	011	020	65888		Charges diverses gestion courante	-20 000,00
D	F	011	025	65888		Charges diverses gestion courante	20 000,00
D	F	65	420	657363		Subventions au CCAS	17 500,00
D	F	65	213	65748		Subventions enveloppe manifestations	-3 360,00
D	F	65	311	65748		Subventions enveloppe manifestations	-28 500,00
D	F	65	326	65748		Subventions enveloppe manifestations	-10 820,00
D	F	65	020	65748		Subventions enveloppe manifestations	-1 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions associations - Les Marinières CHR	1 000,00
D	F	65	213	65748		Subventions associations - Coopérative scolaire Soorts	3 360,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - Orange Care	2 000,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - OceanPerf (Kids)	1 500,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - OceanPerf (Challenge)	3 320,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - Sauvetage côtier (WOS)	3 000,00
D	F	65	326	65748		Subventions associations - 10 miles	1 000,00
D	F	65	311	65748		Subventions associations - Chantons sous les pins	4 000,00
D	F	65	311	65748		Subventions associations - Lire sur la vague	15 000,00
D	F	65	311	65748		Subventions associations - Little is better (Little Festival)	3 000,00
D	F	65	311	65748		Subventions associations - Ocean Life (Swimrun)	6 500,00
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	-52 524,00
						Dépenses de fonctionnement	17 500,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	F	70	4221	7066		Redevances et droits des services à caractère social	-455 000,00
R	F	70	4222	7067		Redevances et droits des services périscolaires	-50 000,00
R	F	70	331	7067		Redevances et droits des services périscolaires	-30 000,00
R	F	70	338	7067		Redevances et droits des services périscolaires	-5 000,00
R	F	70	020	70843		Mise à disposition du personnel au CCAS	17 500,00
R	F	74	4221	747888		Participations autres organismes	455 000,00
R	F	74	4222	747888		Participations autres organismes	50 000,00
R	F	74	331	747888		Participations autres organismes	30 000,00
R	F	74	338	747888		Participations autres organismes	5 000,00
Recettes de fonctionnement							17 500,00

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	I	20	11	2051		Concessions et droits similaires	8 500,00
D	I	20	020	2031		Frais d'études	-100 000,00
D	I	20	020	2031	9474	Frais d'études - Ecoquartier Soorts	100 000,00
D	I	21	71	2128		Agencements & aménagements : refoulement sable	350 000,00
D	I	21	71	2128		Agencements & aménagements : impact chocs de vague	4 000,00
D	I	21	510	21351		Installations générales bâtiments	146 962,45
D	I	21	510	21538		Autres réseaux	60 000,00
D	I	21	11	2188		Autres immobilisations corporelles	-8 500,00
D	I	4581	020	4581005		Opération sous mandat - canalisation lac	10 000,00
Dépenses d'investissement							570 962,45

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	I	10	01	10222		FCTVA	83 486,45
R	I	13	551	13251		Subventions Macs	530 000,00
R	I	4582	020	4582005		Opération sous mandat - canalisation lac	10 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	-52 524,00
Recettes d'investissement							570 962,45

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 4 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°3/2025 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

4. Programme d'action dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière (SLGBC) 2023-2027 : convention de financement d'une étude de l'impact des vagues de tempête sur les ouvrages de défense situés en front de mer

Christophe VIGNAUD

On va donc passer au point suivant qui est un sujet important puisqu'on parle du programme d'action dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière.

Et en fait, souvenez-vous, nous avons fait cette réunion obligatoire qui nous avait été proposée à Capbreton l'année dernière. On l'a fait cette année le 11 septembre au trinquet et on a on reprend donc exactement les éléments. Donc selon l'observatoire de la côte de Nouvelle Aquitaine, on a à peu près 1.. 1,7 m de recul de trait de côte qui est enregistré chaque année dans les landes. Et donc face à ce phénomène d'érosion qui était préoccupant, les collectivités de Capbreton, Labenne et nous-mêmes ainsi que la communauté commune de MACS se sont unis dans la stratégie locale de gestion de la

bande côtière, la SLGBC. À ce titre, c'est à cette année, c'était à notre tour d'accueillir cette fameuse soirée d'information d'échange pour expliquer comment ça allait se dérouler. Le but donc c'était d'expliquer quelle est la stratégie et ses applications concrètes sur les trois communes avec l'aide de MACS et en collaboration avec les services de l'État comme le GIP littoral, l'observatoire de la nouvelle Aquitaine et un programme d'action qui est élaboré entre 2023 et 2027. Donc, il va s'articuler autour des aléas climatiques, de la communication et de la culture du risque, du suivi de l'évolution du littoral, d'une éventuelle gestion de crise, du rechargement sédimentaire des plages ou encore l'entretien des ouvrages de protection. Trois objectifs sont à atteindre, limiter le recul du trait de côte avec la poursuite d'action de lutte contre active avec par exemple ce rechargement des plages et la préservation de notre dune. Entretenir les ouvrages de défense sur les secteurs les plus urbains sans artificialiser davantage et enfin réduire la vulnérabilité des biens présents le long de la frange littorale. Il y a des choses qui sont un peu plus concrètes chez nous que sur d'autres. Face à ce constat, il apparaît donc nécessaire dans le cadre de la stratégie de signer une convention ayant pour de définir les conditions et les modalités de versement de la contribution financière des communes de Capbreton. De Soorts, c'est de la communauté de commune à l'UPA pour la réalisation des projets et de recherche portant sur l'étude d'impact des vagues de tempête. Les trois collectivités et je dis bien les trois collectivités, il y avait une question qui m'avait été posée lors de la commission générale où on avait imaginé que c'était Labenne mais en fait non, c'est bien la communauté de commune. Donc Capbreton nous-même et la communauté de commune s'engage à verser donc à pas une subvention pour l'exécution de ce projet de recherche portant sur l'étude de l'impact des vagues de tempête sur les ouvrages de défense qui sont situés en Front de mer qui est à hauteur de 167000 €, soit une aide financière de 5666,68 par collectivité et cela réparti sur 3 ans. Donc je vous demande de me laisser de voter cette convention avec la stratégie et ce programme pour la défense de notre trait de côte de nos ouvrages en fond de mer et de mieux comprendre la nature pour essayer de mieux la combattre et l'appréhender. Est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ? Bien. Et ben, on va passer au vote. Donc, qui est pour ? Merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-04 : Signature d'une convention de financement d'une étude de l'impact des vagues de tempête sur les ouvrages de défense situés en front de mer dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) 2023-2027

Depuis plusieurs décennies, l'urbanisation intensive de la bande côtière induit une exposition accrue des populations et infrastructures littorales aux aléas océaniques. En particulier, le phénomène d'impact mécanique des vagues en période de tempête est à l'origine de nombreux épisodes catastrophiques en termes de dommages sur les infrastructures situées en front de mer et parfois même sur le plan humain.

Face à ce constat, il apparaît nécessaire ? dans le cadre de la SLGBC ? de signer une convention ayant pour objet de définir les conditions et les modalités de versement de la contribution financière des

Communes de Capbreton, de Soorts-Hossegor et de la Communauté de Communes MACS à l'UPPA pour la réalisation de ce projet de recherche porté par Denis MORICHON, chercheur au sein du laboratoire SIAME (Laboratoire des Sciences pour l'Ingénieur appliquées à la Mécanique et au génie Electrique).

Les trois collectivités locales s'engagent à verser à l'UPPA une subvention pour l'exécution du projet de recherche à hauteur de 167 000 €, soit une aide financière de 55 666,68 € par collectivité locale répartie sur trois ans.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1414-3.-I, L. 2121-2, L. 2121-22 et L. 2121-29,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2017 portant approbation de la stratégie locale de gestion du trait de côte ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 janvier 2023 validant les orientations de la deuxième stratégie locale de gestion de la bande côtière 2023-2027 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023 validant le programme d'actions de la deuxième stratégie littorale et la convention de partenariat entre maîtrises d'ouvrage ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention annexée et tout document afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

5. Communauté de communes MACS-Convention de contribution de la commune en faveur de l'établissement public Foncier LANDES FONCIER EPFL

Christophe VIGNAUD

On passe au point numéro 5 qui est la contribution de la commune en faveur du EPFL. Et c'est Édouard qui va vous expliquer.

Edouard DUPOUY

Oui. Donc à la suite du dernier conseiller communautaire approuvant la convention type entre MACS et chaque commune membre ayant pour objet de fixer le montant de la contribution communautaire à l'établissement public local Lande Foncier et celui de chaque commune membre de MACS, il convient d'approuver la conclusion de cette convention entre MACS et chaque commune. Donc pour 2025, cette contribution s'élève à 45564 €. Vous avez le détail de du calcul. Concrètement, la contribution se calcule à partir de la moyenne des droits de mutation sur les trois dernières années. Donc c'est-à-dire entre 2022 et 2024. Pour la participation MACS, c'est 8 % de cette moyenne et la participation communale, c'est 1/3. Et puis je rappelle juste le PFL, donc c'est ce qui nous permet de porter des achats immobiliers. C'était le cas notamment de lorsqu'on avait acheté la maison bonhomme. Est-ce qu'il y a

des
Oui, Maëlle !

remarques

là-dessus

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Merci Édouard parce que justement ma question c'est où est-on de la vente de la maison Bonhomme ?

Christophe VIGNAUD

Elle n'est pas vendue et elle restera dans le patrimoine.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Donc, donc ce n'est plus un projet de la vendre

Christophe VIGNAUD

Pour l'instant. Non.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Ah oui pour l'instant. Alors je pense que la ferme de Bielle tu es au courant quand même du sujet. Donc pour l'instant la ferme alors enfin alors on va je vais répéter ce que tu as vu toi en commission mais tu aurais pu au moins le dire c'est la même chose en fait la ferme de Bielle on a eu des réunions fréquentes sur le sujet et on s'est rendu compte que la ferme de Bielle aujourd'hui elle avait déjà des premières choses à régler pour éviter qu'elle tombe en ruine, le bois et ainsi de suite. Enfin, il y a des attaques de petites bêtes à l'intérieur qui font que la ferme de Bielle est en danger. Non, pas en péril mais en réelle difficulté. Donc, il y a des travaux de mise en sécurité qui vont être réalisés pour au moins sauver le patrimoine et sauver la boutique. Et ensuite, on attend la conclusion de l'architecte et du budget total pour savoir comment ça peut se faire.

Et là, de nouveau la maison bonhomme sera mise en vente. Pour l'instant, elle a été retirée de la vente puisque ça ne servirait à rien. et les offres qui étaient en face étaient relativement bonnes. Mais compte tenu de la situation et je pense que vous en êtes tous conscients qu'aujourd'hui l'immobilier ne va pas très bien. On a préféré retirer le temps de finir les je dirais les devis et ainsi de suite concernant la réflexion totale et de voir en face comment on va pouvoir le payer et si on peut le payer en partie avec la vente de cette de cette maison.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais du coup en termes de budget, comment ça se passe dans ces cas-là ? Est-ce que je ne suis pas allé vérifier, et j'imagine Édouard qu'à un moment parce que je me souviens d'un des tout premiers conseils en 2020 où je t'avais interpellé en te disant il y a une ligne concernant une vente mais c'était pour c'était pour Lacout à l'époque

Edouard DUPOUY

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et là est-ce que dans le budget, on avait noté cette vente et comment ça se passe dans ces cas-là si on décide de ?

Edouard DUPOUY

Oui tout à fait il y avait une recette attendue alors en face sur Bielle vous vous s'en souvenez les dépenses c'était uniquement les études sur cette année donc il n'y aura pas de financement en face mais effectivement cette recette qui était prévue si l'avant ne se fait pas, elle n'aura pas eu mais c'était déjà le cas sur le budget précédent si vous vous en souvenez, on l'avait mis également

Lionel BARBERIS

De mémoire, nous avons aussi validé une convention d'utilisation avec une association. Donc tout ça est autant repoussé. On ne sait pas du tout.

Christophe VIGNAUD

Je pense qu'il n'est pas raisonnable de mettre l'association dans un établissement tel qu'aujourd'hui.

Lionel BARBERIS

On avait dit lors du conseil, on avait dit de faire la convention avant les travaux.

Christophe VIGNAUD

Mais parce qu'on avait l'opportunité d'avoir cette association qui jouait le jeu par rapport à nos...

Lionel BARBERIS

Il y avait un appel à projet là-dessus.

Christophe VIGNAUD

Oui, absolument. Oui. Oui.

Lionel BARBERIS

Donc c'est un appel à projet qui a été lancé par la mairie. Alors que pour le coup en travaux, on ne sait pas du tout ce qu'on fait là-dessus quoi. C'était là. Oui. De dire que on a ça allait attendre les travaux mais ça peut être repoussé d'autant quoi.

Christophe VIGNAUD

Tout était noté dans l'appel à projet, et il y avait des clauses

Lionel BARBERIS

Que les gens sachent que ce n'était pas une utilisation immédiate mais voilà c'est effectuer les travaux et après pouvoir l'utiliser. Ça semblait plus logique de le faire dans ce sens que dans l'autre. C'est ce que je vous avais dit au moment du conseil.

Céline LUNARDELLI

Mais les travaux étaient liés aussi par rapport à la destination et à l'usage.

Lionel BARBERIS

A l'usage ? Oui mais aujourd'hui est-ce qu'on est-ce qu'on a un chiffrage parce que ça fait plus d'un an qu'on a ces...

Céline LUNARDELLI

On a encore une réunion la semaine prochaine

Lionel BARBERIS

Parce qu'on ne sait toujours pas combien ça peut coûter quoi ?

Céline LUNARDELLI

Cathy fait partie de la commission, je pense qu'elle est au courant... c'est encore en cours.

Lionel BARBERIS

D'accord.

Christophe VIGNAUD

Oui ?

Henri ARBEILLE

Oui, juste une question à Édouard qui va nous expliquer ça clairement comme il sait le faire en excellent trésorier.

Edouard DUPOUY

Pas autant que toi Henri, mais vas-y, je t'en prie.

Henri ARBEILLE

Quand on regarde au niveau des communes, donc effectivement la répartition, on se rend compte finalement que sur Soorts Hossegor bien nous sommes en tête de notre participation à MACS. Ça ne change pas, à 45500 €. Les grosses communes qui ont bien plus d'habitants que nous Capbreton va reverser beaucoup moins. Je ne parle même pas de Soustons ni de Tyrosse. Explication simple.

Edouard DUPOUY

Je pensais avoir été clair là-dessus et comment se calcule cette cotisation cher Henri en droit de mutation. Donc si notre commune contribue le plus ça veut dire que nos droits de mutation sont supérieurs aux autres communes tout simplement.

Henri ARBEILLE

D'accord. Sachant que droit de mutation quand même Capbreton est devant nous et Seignosse également nous arrivons en 3ème position

Edouard DUPOUY

Sur la moyenne des trois dernières années ?

Henri ARBEILLE

C'est la moyenne des trois dernières années.

Edouard DUPOUY

Bon je vérifie et on en reparlera.

Henri ARBEILLE

D'accord.

Christophe VIGNAUD

On va regarder juste moi j'ai les chiffres aussi qui sont là. Donc tu as Capbreton à mis en 1 million 7 et 1 million 7 en ce qui nous concerne. Voilà. Seignosse 1 million 3 donc c'est à peu près la même chose. Très bien. On va passer au vote. Donc qui est pour cette convention ? Très bien. Merci



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-05 : Signature d'une convention de contribution de la commune à MACS en faveur de l'Etablissement Public Foncier (EPFL) "Landes Foncier"

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article L. 324-1 relatif aux établissements publics fonciers locaux ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2005 portant création de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 mars 2007 portant modification des statuts de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » et notamment son article 2 en ce qui concerne les modalités d'adhésion et de contributions financières des membres de l'établissement ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 7 juin 2005 sollicitant la création d'un établissement public foncier local dénommé « Landes Foncier » et approuvant le projet de statuts de cet établissement ;

VU la délibération de l'Assemblée générale de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » en date du 11 mars 2025 conformément à laquelle le taux applicable aux produits issus des droits de mutation est maintenu à 8 % de la moyenne des trois dernières années desdits droits perçus sur le territoire de chaque EPCI ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 24 juin 2025 approuvant :

- Le tableau 2025 des contributions :
 - De MACS à l'Établissement Public Foncier « Landes Foncier », soit une contribution en 2025 de 638 465€,
 - Des communes à MACS à hauteur de $1/3 * 8 \%$ de la participation annuelle versée par la communauté pour ses communes membres, soit une contribution en 2025 de 212 821,73 €,
- La convention type avec les communes ayant pour objet le versement de leurs contributions à MACS pour 2025 ;

CONSIDÉRANT que les 23 communes de MACS participent chacune au financement de la contribution de MACS à l'EPFL par le versement au budget de la Communauté de communes d'une cotisation représentant $1/3 * 8 \%$ de la moyenne de leurs droits de mutation respectifs perçus entre 2022 et 2024 ;

COMMUNES	Moyenne droits de mutations 2022 à 2024	Participation MACS à Landes Foncier 8%	Participation commune à MACS 1/3 * 8%
SOORTS-HOSSEGOR	1 708 661€	136 693€	45 564,31€

Après

*en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le projet de convention à intervenir entre MACS et la Commune de Soorts-Hossegor pour une contribution 2025, d'un montant de 45 564,31 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et d'en poursuivre l'exécution,

DÉCIDE d'inscrire les crédits nécessaires au versement de cette somme sur le budget de la Commune,

DÉCIDE de verser cette somme à la Communauté de communes dans les trois mois qui suivent l'émission du titre de recette correspondant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

URBANISME

6. Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et du zonage d'assainissement pluvial

Christophe VIGNAUD

On passe maintenant à l'approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et du zonage d'assainissement pluvial qui va être expliqué par Alain.

Alain CLAVERIE

Merci monsieur le Maire. Le conseil municipal a mis en route une étude de schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales. Le schéma de gestion des eaux pluvial est un document de gestion et de programmation en matière auto pluviale. Il facilite la compréhension du fonctionnement hydraulique du territoire et l'identification des enjeux associés en matière de pluviale. Il permet de mettre au point une stratégie de gestion de ces eaux et de programmer les travaux associés. Il appartient à la commune sans sou d'arrêter et de valider après enquête publique la délimitation des zones où les mesures doivent être prises et des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte et le stockage éventuel. Ainsi l'objectif de zonage pluvial de maîtriser les eaux les débits d'eau pluvial et de ruissellement afin de limiter les désordres causés par l'inondation et de maîtriser l'impact des rejets de temps de pluie sur le milieu secteur. Le schéma directeur présente le zonage d'assainissement des eau pluviales. Il s'agit d'un document qui sera intégré dans les annexes sanitaires du plan local d'urbanisme intercommunal. Alors pour rentrer dans ces objectifs, il est nécessaire de mettre en œuvre par bassin deux types de mesures, des mesures curatives et ensuite

des mesures préventives. Le zonage fournit aussi les prescriptions de gestion des eaux pluviales et les valeurs de débit à ne pas dépasser pour tout nouvellement et de manière générale pour tout nouvelle demande d'urbanisme. L'infiltration sur la parcelle évidemment sera privilégiée. Le dispositif d'infiltration sera alors dimensionné en respectant les principes suivants et les pluies suivant les pluies de 88 mm et cetera. Vous avez le schéma en annexe les schémas. Après avoir l'arrêté municipal du 28 juin 2024, les projets de schéma directeur de zonage pluviales ont été soumis à une enquête publique et donc madame la commissaire enquêtrice a établi rapport et les conclusions qui sont jouettes à la présente délibération. Vous avez tout ça qui joint après donc il s'agit de prendre acte du rapport et des conclusions de madame la commissaire enquêtrice d'approuver tous les documents relatifs au schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et au zonage d'assainissements eaux pluviales de la commune de Soorts-Hossegor. Il faut donc autoriser monsieur le maire à réaliser toute démarche et à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette décision. Voilà.

Christophe VIGNAUD

Bon, je pense que ça peut susciter quelques remarques.

Lionel BARBERIS

Oui, Monsieur le Maire

Christophe VIGNAUD

Allez-y, monsieur BARBERIS

Lionel BARBERIS

La première, est-ce que ça veut dire que récemment et on sort de ça, on a eu des inondations ? Quelle est l'action qui peut être menée dans le cadre de ce schéma directeur du coup ? Parce que les gens ont été inondés à Soorts là. Qu'est-ce que vous concrètement vous allez faire pour éviter ça ?

Christophe VIGNAUD

Alors, je vais répondre.

Lionel BARBERIS

Vous ne savez pas ?

Christophe VIGNAUD

Non, je vais répondre parce que...

Lionel BARBERIS

Parce qu'il y a eu une inondation récemment

Christophe VIGNAUD

Il y a des inondations partout mais...

Lionel BARBERIS

Ah mais partout mais c'est le but du schéma directeur des eaux pluviales d'éviter les inondations. Ça a été dit en curatif et en préventif et il se trouve que la semaine dernière ou la semaine d'avant on a eu des inondations à soorts. Donc qu'est-ce -ce que vous faites concrètement pour éviter ça ?

Christophe VIGNAUD

Alors, cette étude ? Cette étude elle a été faite par rapport à ça parce qu'en fait on savait très bien qu'il y avait des choses qui allaient arriver. Donc qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui ? L'eau, elle arrive par où ? Elle arrive soit par les pétitionnaires, enfin soit ... chez les gens, donc chez eux. Et c'est la raison pour laquelle on a fait cette convention pour qu'on puisse faire à l'intérieur des parcelles, en tout cas pour les nouvelles choses qui vont être faites sur les permis, de les obliger à avoir donc des rétentions d'eau puis ça arrive sur le sur le côté public. Après sur le côté public, on a des capteurs, il faut les nettoyer, il faut faire en sorte que ça soit propre. Là, cette partie-là, peut-être que ça pas été nettoyé en temps et en l'heure puisque souvenez-vous, il y a eu la semaine avant, il y avait eu un coup de vent et il y a eu pas mal de pignes et d'épines de pins. Donc voilà. Cela étant, il est bien entendu et on l'avait fait l'année dernière.

Lionel BARBERIS

Ouais. Est-ce qu'on a identifié la cause réelle du coup ? Est-ce qu'on sait pourquoi ça a été inondé ?

Christophe VIGNAUD

Je pense que les abats d'eau étaient tellement importants que on ne l'a pas, il n'y a pas besoin de ça. En ce qui concerne, je te réponds par rapport à une chose qui était faite là il y a 2 ans, on prend le parking de l'étiquette. Je ne sais pas si vous vous souvenez, il y avait énormément d'eau. Il y a des travaux qui ont été faits. Et donc par rapport à ce dont tu parles et bien entendu il va y avoir des travaux qui vont être engagés pour pouvoir faire en sorte qu'il y a plus de coin d'inondation et les inondations peuvent arriver de chez les particuliers comme de la voie publique. Donc il faut que l'on traite les deux cas et l'enquête publique a été faite aussi pour ça.

Lionel BARBERIS

Voilà donc de là découle ma deuxième question qui est liée au fait que dans ce type de schéma il y a des préconisations, ces préconisations ont un coût qui doit être pour moi intégré dans un plan d'investissement. Ce plan d'investissement, même si effectivement il est assez peu visible parce qu'on travaille beaucoup sur des solutions quelquefois souterraines...et du coup ça ... ce n'est pas forcément visible cependant c'est essentiel à la vie de la commune et c'est essentiel de traiter ce type de problèmes.

Christophe VIGNAUD

Absolument

Lionel BARBERIS

Donc je pense que pour donner suite à ce schéma directeur, moi je trouve dommage car je pense et je n'ai pas l'impression qu'on l'ait dans ce plan-là mais ce serait bien qu'on sorte un plan annuel d'investissement, qu'on l'intègre

Christophe VIGNAUD

C'est ce qu'il va être fait, mais Lionel, c'est ce qui va être fait au niveau du budget. Voilà, il va falloir faire un AP/CP spécifique pour ça.

Lionel BARBERIS

Au-delà de l'AP/CP, c'est l'intégré vraiment de notre capacité d'investissement.

Christophe VIGNAUD

D'accord. Mais il va falloir le faire de même que pour les lumières. C'est vrai

Lionel BARBERIS

Voilà. Et de le projeter de façon pluriannuelle de façon qu'on le marque dans le marbre, systématiquement.

Christophe VIGNAUD

Ça veut dire qu'il va falloir travailler sur le budget de cette manière-là au même titre qu'on a fait sur les plans lumières, au même titre que l'on a fait pour les...

Lionel BARBERIS

Exactement ce que je vous demande depuis le début du mandat. Faire des plans pluri annuels pour qu'on puisse voir exactement comment notre capacité restant en fonctionnement qu'en investissement. Ou tous les tous les arts on met une somme sur le sur les travaux de pluvial.

Alain CALVERIE

Tous les ans on met une somme pour les travaux pour le pluvial

Lionel BARBERIS

Mais elle peuvent souvent être insuffisantes. C'est à dire qu'on le voit bien dans les communes souvent on sous-estime les travaux qui sont liés au pluvial mais même à la gestion de l'eau. On a beaucoup de communes qui ont des niveaux de rendement qui sont très faibles. Nous on a des niveaux de rendement qui sont bons et qui vont l'être avec le Sydec notamment mais je pense que la gestion fluviale de l'eau potable elle est plutôt bonne en général. En réalité sur le pluvial et avec ce type de document, le plus important c'est de l'intégrer et de le marquer dans le marbre de façon à ce que personne n'oublie qu'il faut faire ces travaux. Et la preuve la semaine dernière, ça peut entraîner ce type de désordre qui est quand même vraiment très dommageable aux habitants.

Christophe VIGNAUD

Après la ville est grande et il y a quelques priorités et donc peut-être que ce n'est pas là-dessus. Donc bien entendu, il faut prendre en compte ce qui a été dit. Voilà. Mais ça fait partie du budget, ça fait partie de l'APCP.

Lionel BARBERIS

Vous n'avez pas dit que Soorts n'est pas une priorité ? Ce n'est pas ce que vous avez dit monsieur Le Maire ?

Christophe VIGNAUD

Ne cherche pas les mots et ce n'est vraiment pas ça, ce n'est même pas risible ... franchement, on a autre chose à penser, non ?
Oui ?

Henri ARBEILLE

Juste pour rappeler que les ces cinq dernières années ont été passées à résoudre les problèmes récurrents d'inondations du centre-ville que l'on avait, je pense au café de Paris quand il pleuvait beaucoup... Tu as parlé des pins tranquilles, il y a l'avenue Brémontier.

Alain CLAVERIE

On a fait pas mal de travaux. On a fait l'avenue des Oyats, on a fait l'avenue de l'océan, on a fait tous les travaux d'urgence. Ça a été fait, ça s'est fait. Maintenant, évidemment, il faut continuer à le faire mais sur des travaux Après, il faut faire attention aussi parce qu'il y a des abats, on travaille sur ces abats d'eau décennaux mais on commence à avoir maintenant les abats d'eau qui se rapprochent du trentenaire.

Lionel BARBERIS

Raison de plus pour aborder ça en termes de prévision et de l'inscrire budgétairement de façon annuelle. Mais c'est pour ça qu'on c'est parce qu'on a des vrais risques de chute d'eau plus importants.

Alain CLAVERIE

Oui, mais on met une somme, on y travaille là sur le budget. On met une somme tous les ans

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui. Alors juste une toute petite question mais parce que des gens se la posent et donc je me fais leur porte-parole. Tu as parlé tout à l'heure de la place des pins tranquilles. il y a des gros blocs jaunes je ne sais pas là si tu vois sur certaines places de stationnement. Et en fait je on m'a demandé pourquoi ils étaient là ? et je n'ai pas su répondre... ils prennent des places de stationnement.

Alain CLAVERIE

C'est surtout pour protéger un angle qui est très dangereux.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Il a celle-là mais il y a il y en a plusieurs.

Alain CLAVERIE

Oui. Voilà. C'est pour protéger en fait les places qui sont vraiment trop dangereuses qui sont en angle et voilà.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord. Donc on a positionné ces blocs sur les places. D'accord. Je comprends.

Alain CLAVERIE

Un accrochage.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Merci

Christophe VIGNAUD

Merci. Donc on va passer au pardon bien on va passer au vote par rapport à ce sujet-là. Donc qui est pour l'approbation de ce plan ? Merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-06: Approbation du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et du Zone d'Assainissement des Eaux Pluviales

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal l'étude du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales réalisée en 2023 par la société INGEAU Conseils.

Le schéma de gestion des eaux pluviales est un document de gestion et de programmation en matière d'eaux pluviales.

Il facilite la compréhension du fonctionnement hydraulique du territoire et l'identification des enjeux associés en matière d'eaux pluviales.

Il permet de mettre au point une stratégie de gestion de ces eaux et de programmer les travaux associés. En effet, en application de l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à la Commune de SOORTS-HOSSEGOR d'arrêter et de valider, après enquête publique, la délimitation :

- « *des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales de ruissellement* » ;
- « *des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et autant que nécessaire, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire à l'efficacité des dispositifs d'assainissement* ».

Ainsi, l'objectif du zonage pluvial est de maîtriser les débits d'eaux pluviales et le ruissellement afin de :

- Limiter les désordres causés par les inondations sur les personnes et les biens ;
- Maîtriser l'impact des rejets de temps de pluie sur le milieu récepteur, améliorant ainsi la qualité de l'eau des cours d'eau, des lacs et des plages.

Le schéma directeur présente le zonage d'assainissement des eaux pluviales. Il s'agit d'un document qui sera intégré dans les annexes sanitaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le zonage pluvial doit donc être en cohérence avec les documents de planification urbaine, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de mettre en œuvre, par bassin versant, deux types de mesures :

- Mesures curatives permettant de remédier aux insuffisances capacitaires du réseau en situation actuelle et aux problèmes de qualité des milieux récepteurs ;
- Mesures préventives pour les zones d'urbanisation futures et pour les zones urbanisées existantes. Il s'agit de prescriptions de nature à protéger les personnes et les biens pour des périodes de retour d'inondation de 10 ans à 30 ans. Le zonage fournit ainsi les prescriptions de gestion des eaux pluviales et les valeurs de débit à ne pas dépasser pour tout nouvel aménagement et de manière générale pour toute nouvelle demande d'urbanisme.

Plus précisément dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme engendrant une imperméabilisation supplémentaire, l'infiltration sur la parcelle sera privilégiée.

Une étude de sol à la parcelle devra ainsi être réalisée au préalable par le demandeur à sa charge. Elle devra démontrer la possibilité ou pas d'infiltration et définir la perméabilité du sol en place.

Le dispositif d'infiltration sera alors dimensionné en respectant les principes suivants :

- Dimensionné pour la pluie de 88mm avec le débit de fuite selon perméabilité ;
- 1 m entre le fond de l'ouvrage et le toit de la nappe en période de nappe basse ;
- Absence de trop plein ;
- Fourniture d'une note de calcul (jointe en annexe) ;
- Multiplication du nombre d'ouvrage d'infiltration.

Après avoir été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2024, les projets de Schéma Directeur des Eaux Pluviales et de Zonage d'Assainissement Pluvial ont été soumis à une enquête publique du 14 avril au 16 mai 2025.

Madame la Commissaire-Enquêtrice a établi un rapport et des conclusions qui sont jointes à la présente délibération. La réserve et les recommandations émises ont été prises en compte et intégrées dans les documents soumis à approbation définitive :

- La délimitation des secteurs d'application de l'infiltration à la parcelle (du plan de zonage du schéma d'assainissement des eaux pluviales) a été mise en cohérence avec les zones constructibles et à urbaniser (classée en AU) indiquées sur le plan règlementaire du PLUi en vigueur ;
- Une réponse écrite a été effectuée à l'administré en ce qui concerne l'unique observation émise ;
- Les moyens alloués à la mise en œuvre des contrôles des ouvrages réalisés tel qu'indiqué dans la notice technique du Zonage d'Assainissement des Eaux Pluviales sont déjà présents en interne ;
- La zone naturelle de loisirs, pouvant faire l'objet de construction d'une surface limitée à 150 m² a été intégrée dans le zonage d'assainissement pluvial ;
- la notice technique pluviale concernant la prescription de surélévation du niveau du terrain naturel afin de respecter cette distance de 1 m (création d'un rehaussement type tertre par exemple) dans les secteurs avec nappes affleurantes en période hivernale est incluse dans la notice de présentation.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2224-10, R. 2224- 8 et R. 2224-9 ;

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la décision n°MRAe 2025DKNA8 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 28 février 2025 dispensant le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

VU la délibération n°240628-13 du Conseil Municipal du 28 juin 2024 relative à l'approbation du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et de son zonage afférent ;

VU la décision n° E24000106/64 en date du 4 décembre 2024 du Président du Tribunal Administratif de Pau, désignant Madame Virginie ALLEZARD en qualité de Commissaire-Enquêtrice et Madame Hélène SARRIQUET en qualité de Commissaire-Enquêtrice suppléante ;

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions de Madame la Commissaire-Enquêtrice ;

CONSIDÉRANT l'obligation réglementaire faite à la Commune d'établir un zonage d'assainissement des eaux pluviales délimitant les zones où des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales, et de l'annexer aux documents d'urbanisme en vigueur ;

CONSIDÉRANT les conclusions de l'enquête publique qui s'est tenue entre 14 avril au 16 mai 2025 et le fait que la réserve et les recommandations peuvent être prise en compte ;

CONSIDÉRANT que la procédure administrative arrive à son terme et la nécessité d'approuver définitivement le Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et de son zonage afférent ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport et des conclusions de Madame la Commissaire-Enquêtrice ;

APPROUVE tous les documents relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et au Zonage d'Assainissement des Eaux Pluviales de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, modifiés suite à la prise en compte de la réserve et des recommandations de Madame la Commissaire-Enquêtrice, présentés au Conseil Municipal et annexés à la présente délibération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

INDIQUE que le Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et le Zonage d'Assainissement des Eaux Pluviales approuvés de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR seront transmis à la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud pour intégration au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

7. Déclassement par anticipation et conclusion d'un bail à construction en vue de la réalisation d'une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale dans la zone d'activité de Pédebert

Christophe VIGNAUD

Alors, on va passer au point numéro 7 qui est le déclassement par anticipation et conclusion d'un bail à construction en vue de la réalisation d'une résidence hôtelière à vocation sociale dans la zone d'activité de Pédebert. Alors, pour donner suite à certains échanges que nous avons eu la semaine dernière et la semaine d'avant sur le projet de bail à construction pour les hébergements des saisonniers, on l'avait fait avec Link City, jeunesse habitat solidaire ainsi que notre notaire. On a identifié un besoin depuis 2022 qui était la question du logement des saisonniers qui avait été posé et sur lequel il y avait un enjeu majeur pour soutenir l'attractivité du territoire répondre aux difficultés rencontrées par de nombreux travailleurs saisonniers. On avait fait l'état de saisonniers qui couchaient dans leur voiture ou dans les différents campings et qui n'étaient plus opérationnel après quelques semaines. Ce qu'on peut ce qu'on peut imaginer. La première réunion d'ailleurs sur ce sujet-là a eu lieu en octobre 2022 à laquelle un groupe de travail avait été constitué avec 11 élus et qui a continué à perdurer jusqu'en 2023 pour que on ait un choix d'un candidat potentiel sur ce projet. On avait auditionné cinq groupes pour sélectionner à la fin donc du coup Link City. Je vous fais un peu l'historique puisque je pense que de toutes les manières ça pourra susciter quelques .. Quelques questions et donc je voudrais que les choses soient bien claires pour tout le monde. En parallèle, une première réflexion donc avait été initiée par les partenaires locaux permettant de dresser un état des lieux précis et surtout de recenser les besoins des hébergements qui étaient adaptés. L'étude menée par la communauté de commune MACS a importé les éléments concrets et cette étude est arrivée il n'y a pas très longtemps et a bâti un projet réaliste, durable et en phase avec les attentes du terrain et on rappelle que 9 % du PIB du territoire est lié au tourisme, ce qui est quand même relativement important. Pendant cette période entre 2022 et à aujourd'hui, on a reçu avec Link City pas mal pas mal d'acteurs locaux du type Labeyrie, Safran et autres pour essayer d'échanger sur leurs besoins, de voir les périodes qui les intéressaient, guides creuse parce qu'on fait on sait très bien que les périodes pleines à partir de mai ou avril jusqu'à octobre seront pleines par nos restaurateurs et on les avait d'ailleurs rencontrés les cinq majeurs d'ici, mais on essayait de trouver un enfin, ils essayaient de trouver un budget qui soit réaliste par rapport à ça. Et l'engagement d'ailleurs d'un d'entre eux, des gens que nous avons rencontrés, a démontré les besoins et a pris déjà un engagement pour pouvoir prendre pour pouvoir

prendre des logements à l'intérieur de ce projet-là. On a eu aussi de nombreuses réunions avec la DDTM qui elle nous a un peu poussé à choisir le choix de la RSVS. Et donc en suivant ce cahier des charges, on a établi dès le départ quelque chose qui pouvait être viable pour Link City. Pour rappel, on est sur un nombre de chambres à peu près de 80 individuels ou collective avec sanitaire, petit bureau, kitchenette, un accueil permanent y compris la nuit, une pièce à vivre pour tous. Puisqu'on souhaite avoir un endroit qui soit convivial, une buanderie, un point repas puisque c'est considéré comme on peut considérer ça comme un hôtel, une surveillance la nuit et tout ça dans des budgets qui sont très cohérents qui seront entre 450 et 500 € mensuels. En sachant que là aussi notre cahier des charges et celui sur lequel nous avons travaillé tous ensemble, c'était de proposer que le loyer pourrait être aussi supporté en partie par l'employeur. On a eu donc ces fameuses réunions avec les acteurs économiques de la ville pour aussi entendre leurs besoins et croiser ce qu'on avait possibilité de faire avec les acteurs du type Labeyrie et autres. La formule d'exploitation donc retenue a été le RHVS et le mode opératoire retenu pour la réalisation du programme de construction est celui d'un bail à construction. La commune restant propriétaire du sol qui est qui est notre, je dirais notre vivier sur lequel on il est hors de question de le vendre. Le preneur prend un bail et il y a une qualité de maître d'ouvrage et de constructeur jusqu'à l'achèvement du programme et lequel recédera les constructions à édifier ainsi que le droit du bail à construction au profit du bailleur social. Donc on garde notre terrain, il construit Link City, il donne ça à un bailleur social qui va l'exploiter derrière en sachant qu'au bout d'un certain nombre d'années, ce terrain est payé. Donc il y a un loyer et le bâtiment nous revient. Donc il est proposé de faire un bail à construction pour une durée de 60 ans à compter du jour du dépôt en mairie de la déclaration attestant achèvement et la conformité des travaux du programme de construction et ce moyennant un versement d'un loyer par le preneur d'un bail d'un montant annuel de 30 000 € qui sera bien entendu réévalué chaque année suivant l'indexation du IRL ou sur tout autre indice si besoin. Les moyens financiers qui sont mobilisés grâce au crédit qui accordé récemment parce qu'en fait pourquoi ça sort maintenant puisque c'est une des une des réflexions qui nous avait été faite depuis 2022 le sujet est arrivé sur le sur le tapis pour le mettre en place et là l'état suite à je ne sais pas à quelle belle chose ça arrive est prêt à donner des financements pour ce genre de produit et donc ces financements permettraient de concrétiser le projet qui est pensé depuis une longue date et d'apporter une réponse rapide et structurée aux difficultés rencontrées qu'on a chaque saison. L'impact positif pour le territoire, c'est d'abord d'offrir des conditions de vie dignes et accessibles à nos saisonniers, sécuriser le recrutement des acteurs économiques, que ça soit touristique, agriculteur ou restauration et renforcer l'attractivité et de la dynamique locale. La sortie de ce projet donc marque une avancée. Ce qui était une réflexion de 2022 devient aujourd'hui plus une réalité au service des travailleurs saisonniers ainsi que des employeurs du territoire. Le timing a été long et dépendait uniquement de la réponse de l'État dans son aide au financement. Il y a eu plus de 2 ans de concertation et d'échange pour qu'au moins ils aient là dernièrement eu la possibilité de récupérer ces subventions de de la part de l'État. Ça c'est assez long mais enfin en tout cas on est arrivé à quelque enfin ils sont arrivés à quelque chose. Le terrain concerné juste pour votre information se trouve à Pédebert juste à côté de notre centre technique municipal et non loin de nos bâtiments dans lesquels nous logeons nos saisonniers, nos MNS ainsi que la gendarmerie. L'emprise foncière est donc pas accessible sans qu'au préalable. On a pris là aussi une mesure permettant sa désaffectation puis qu'elle soit cédée dans son qu'elle soit décidée dans son déclassement. La superficie de l'emprise a désaffecter et a déclasser est de 5809 m² environ. Donc, il est d'abord nécessaire de procéder au déclassement de l'emprise foncière, à la réalisation de ce projet et ensuite dans son transfert de patrimoine privé de la commune en vue de la conclusion du contrat de bail à construction avec Link City.

Vous êtes donc invités à vous prononcer sur ce déclassement par anticipation des parcelles concernées, de la parcelle concernée et accepter les principes d'un bail à construction avec la société Link City Centre Ouest que l'on a vu à plusieurs reprises concernant cela. Est-ce que par rapport à cela vous avez des questions ?.. oui ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

J'ai plusieurs questions mais en en préambule, je voudrais juste préciser pour qu'il n'y ait pas de confusion qu'évidemment je me réjouis que ce projet arrive enfin à sortir. Et justement, c'est parce que je me réjouis que le projet touche enfin à sa fin. Je me pose des questions justement pour être certaine qu'il ne soit pas fragilisé à terme. Alors juste une première mais qui est vraiment juste technique, je m'interrogeais pourquoi avoir mis dans la même délibération le déclassement et le bail avec Link City parce qu'on est sur deux sujets.

Christophe VIGNAUD

Oui mais c'est le notaire qui nous a demandé de faire ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas une lubie de notre part. c'est la partie juridique des choses.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

OK d'accord. Deuxième question, à la lecture des documents, j'ai lu lauréat d'un appel à manifestation d'intérêt d'un AMI, mais on n'a pas fait d'AMI

Christophe VIGNAUD

C'est la même chose. On en fait on a fait un appel à projet c'est la même chose

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Un appel à candidature.

Christophe VIGNAUD

Ouais mais c'était pareil. Tu as eu cinq candidats. Tu les as tous reçus.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui

Christophe VIGNAUD

Et tu as fait une conclusion. Donc c'est...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui

Christophe VIGNAUD

Mais quand on fait...honnêtement ça change

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui, mais quand on fait...

Christophe VIGNAUD

Après honnêtement ça change quoi

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Non pas du tout, non effectivement

Christophe VIGNAUD

Ça n'a pas beaucoup d'intérêt l'important c'est de trouver

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Je suis désolée que mes questions manquent d'intérêt !

Christophe VIGNAUD

Non ce n'est pas que ça manque d'intérêt mais je veux dire ce n'est pas vraiment...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

J'étais venue voir, puisque on en a parlé pour d'autres sujets, on va plus chercher des candidats qui vont être forces de proposition. L'appel à candidature là on va faire un choix parmi les candidats mais effectivement j'étais étonné de...

Christophe VIGNAUD

On peut changer mais ça ce n'est pas le souci après ils ont été forces de proposition parce que nous avons rencontrés souviens-toi, ils ont été force de proposition et on a retenu celui-là qui correspondait beaucoup plus au cahier des charges que nous avons édité tous ensemble.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et alors, je reviens à ma question peut-être plus intéressante. Est-ce qu'on peut nous expliquer pourquoi, puisqu'on parle de déclassement, pourquoi on effectue ce travail ? En fait, c'est une modification de la parcelle initiale. Mais pourquoi on fait ça ?

Christophe VIGNAUD

Parce que, toute cette zone-là fait partie du CTM et donc il fallait qu'on déclasse cette partie qui ne correspond plus au CTM, qui correspondra à cette activité là

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais quand on a lancé l'appel à candidature, on les a fait candidater sur une parcelle. Mais on les a fait en forme de triangle.

Christophe VIGNAUD

Oui. C'est toujours la même. Ça n'a pas changé.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais sur les documents, ce n'est plus la même.

Christophe VIGNAUD

Si si, c'est exactement la même. Alors, il y en a peut-être un peu plus par rapport au stationnement. Tu as peut-être raison sur la partie du haut. Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Exactement

Christophe VIGNAUD

Oui, mais c'est je veux dire là en fait, on s'est adapté aux besoins de notre PLU.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Je sais

Christophe VIGNAUD

Et donc de ce fait, il manquait un peu de parcelle pour pouvoir le faire. Donc voilà. Et cette partie qui leur est rajoutée n'est pas très importante dans le projet puisque ça leur permet au contraire de pouvoir le faire et de mettre des parkings.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais alors justement c'est ça qui m'inquiète parce qu'effectivement quand j'ai vu...

Christophe VIGNAUD

Ne faut pas être inquiète pour ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Non mais je suis une grande anxieuse. Non ce qui m'a inquiété quand j'ai vu effectivement le la parcelle, j'ai reconnu qu'effectivement elle avait été modifiée. Je me souviens parfaitement que le point d'achoppement pour bon nombre de candidats, c'était les stationnements et qu'on avait un candidat qui avait proposé cette solution qui avait dit dans la mesure où la parcelle voisine est également dans le giron de la commune avec le CTM et cetera, est-ce qu'on ne pourrait pas envisager une modification pour leur permettre

Christophe VIGNAUD

Je pense que c'était je pense que c'est Link City qui nous l'avait proposé puisqu'ils ont même proposé si tu te souviens bien ils avaient même proposé une étape en deux fois avec ça et sur une deuxième étape où il faisait sur l'autre partie un développement complémentaire puisqu'il nous avait dit sur la l'ensemble de la parcelle vous pourriez aller au-delà et je pense que c'est eux.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Je m'en souviens très bien, mais moi ce qui m'inquiète c'est

Christophe VIGNAUD

Il ne faut pas t'inquiéter. Ce n'est pas bien de s'inquiéter. Pas pour ça

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

On ne se refait pas.

Christophe VIGNAUD

Il y a des choses plus importantes pour s'inquiéter.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Est-ce que les autres candidats parce qu'à l'époque ce qui avait été soulevé et ce qu'on leur avait répondu, c'était si on accède à cette demande qui était la plus logique, on a on était tous d'accord pour dire c'est la seule porte de sortie sinon il n'y a pas un projet qui passait. On s'était dit la problématique si on vous accorde cette modification parcellaire dans ces cas-là il faut qu'on l'accorde à tous puisque les candidats qui ont répondu à l'appel à candidature c'était sur une parcelle bien précise et là elle est modifiée. Alors je vais jusqu'au bout ...et ça a été soulevé. J'ai retrouvé un mail, donc c'était en en 2023 et c'est une réponse à un candidat qui n'est pas Link City.

et on lui dit à l'époque donc la DDTM et la DTTE SPP indique que deux candidats sont aptes à porter le projet social d'une RHVS. Donc apparemment ils étaient deux à ce moment-là. Les équipes candidates devront donc être puisque la DDTM était d'accord sur la RHVS. Les équipes candidates restantes devront donc être départagées sur le projet d'aménagement. Et vu que c'était ça le point problématique, il reste donc à traiter le sujet épineux du stationnement. Il s'avère, c'est ce qui a été dit à l'époque à cette personne, il s'avère qu'il n'y a pas de potentiel de mutualisation. C'est ce qui avait été attendu à l'époque. Donc ma question c'est que si entre-temps et évidemment je pense qu'on a bien fait de de d'aller chercher cette solution de mutualisation mais est-ce qu'on est-ce qu'on a prévenu les autres candidats sinon on s'expose... moi ..moi ce qui ce qui me ce qui m'embête c'est que le projet soit attaqué par un candidat qui viendrait dénoncer le fait que on a validé Link City sur un cahier des charges qui a bougé.

Christophe VIGNAUD

Alors, je vais répondre sur les deux sujets. La première, le sujet dont tu parles, le deuxième, il a abandonné totalement.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais il a peut-être abandonné parce qu'il n'a jamais réussi à mettre sur la parcelle. C'est ça que je dis

Christophe VIGNAUD

Non, c'était juste un autre problème qui n'était pas celui-là. Et le deuxième, en ce qui concerne les autres qui pourraient nous attaquer, on a fait un choix sur 5. Je veux dire, la commission dans laquelle vous étiez, on était 11, a choisi Link City pour ce qu'il proposait. Il n'y avait pas que les parkings. Les parkings n'étaient qu'un sujet.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Dans l'email c'est le sujet problématique, j'ai cité...

Christophe VIGNAUD

Nous n'avons pas...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Ce n'est pas mon écrit

Christophe VIGNAUD

Nous avons choisi celui-là et vous avez choisi celui-là parce qu'au niveau de l'architecture, au niveau du projet, au niveau de l'offre, au niveau de la proposition, ça correspondait à ce que l'on souhaitait.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais ça ne passait pas !

Christophe VIGNAUD

Mais... mais si ça passait si ça pouvait passer

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Passer passait pas. C'est pour ça qu'ils ont proposé pour...

Christophe VIGNAUD

Cela étant, on a donc du coup fait en sorte qu'ils aient la possibilité de le faire après la sélection mais ça ne ...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Je pense qu'on a eu raison, mais ça ouvre la porte

Christophe VIGNAUD

Ça peut ouvrir la porte mais je pense que les ceux qui...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

C'est que je souligne et que ce projet il est tellement important

Christophe VIGNAUD

Mais ne t'inquiète pas je pense qu'il n'y aura pas de souci par rapport à ça

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et bien tant mieux

Christophe VIGNAUD

Moi je suis moins inquiet que toi et donc beaucoup plus optimiste et je suis persuadé que le projet ira à son terme.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais ça reste quand même problématique d'avoir changé un cahier des charges après coup

Christophe VIGNAUD

Alors ce n'est pas problématique d'avoir changé le cahier des charges. C'est une adaptation qui a été faite par rapport au projet. Voilà,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

J'entends

Catherine CERIZAY-MONTAUT

Monsieur le Maire, si la parcelle a changé, est-ce que la zone humide a bien été prise en compte comme au départ

Christophe VIGNAUD

Oui, oui parce que la zone humide elle n'a pas bougé et donc la parcelle a bougé par le nord et non pas sur cette partie-là bien entendu et il faut absolument et ça faisait partie aussi des contraintes au niveau du projet.

Catherine CERIZAY-MONTAUT

Très bien merci

Christophe VIGNAUD

Oui Lionel, pardon je n'avais pas vu.

Lionel BARBERIS

Oui, monsieur le Maire. Juste ce projet est très bon et je pense que c'est important pour les saisonniers. On a, vous l'avez dit, on a un groupe de travail qui a été constitué en 2022, réuni en 2023 et on a été réuni dernièrement en commission générale, en commission particulière, donc une commission particulière pour ça qui n'était pas le groupe des 11 d'ailleurs pour aborder ça avec les personnes qui ont postulé et puis après en commission générale, le notaire était présent pour pouvoir intégrer les éléments dans le bail. Enfin pour donner suite à nos discussions, c'est un bon projet, donc bien sûr qu'il faut le faire. C'est sur la méthode, je pense qu'on engage pour 60 ans sur le bail aujourd'hui. Ces 60 années c'est 10 mandats, c'est 10 maires successifs qui vont avoir ce projet-là.

Et on a émis un certain nombre de réserves quand on était autour de la table à la commission générale à savoir qu'on souhaite que vraiment que les gens aient une priorité lorsqu'ils sont saisonniers et on a demandé au notaire d'intégrer dans le bail le fait de bien pouvoir mettre la priorité là-dessus et pas se retrouver comme ils ont la possibilité de le faire lorsque le logement n'est pas pris de pouvoir le faire à la nuitée avec des prix qui sont largement plus élevés.

Donc il trouve un équilibre budgétaire sur un usage avant tout saisonnier, ce qui est le but premier de ce bâtiment. Et c'est pour ça que c'est un bon projet qu'il faut avancer. C'est vraiment dommage qu'on n'ait pas ce groupe de travail, je sais qu'il y a une certaine urgence par rapport aux subventions... mais c'est vraiment dommage. Pourquoi ? parce que on a travaillé le projet de bail avec le notaire en commission générale il y a une semaine et on retrouve donc au milieu de 967 pages de conseil qu'il faut lire en 5 jours un bail qui engage la commune pour 60 ans alors que ça aurait demandé vraiment un vrai travail de relecture, un travail de certitude autour de plein de sujets qu'on a pu lever avec le notaire je ne doute pas que le notaire a fait du bon boulot pour l'intégrer mais 960 pages en 5 jours à lire et au milieu on a un bail qui est aussi important pour la commune. Je trouve que la méthode n'est pas la bonne. Voilà, c'est j'ai un problème de méthode, je n'ai pas un problème de sujet parce que je suis entièrement d'accord, c'est un bon projet.

Mais la méthode, on a un groupe de travail Adhoc, ce groupe de travail Adhoc aurait dû être convoqué, aurait dû retravailler et à partir de là, sur les préconisations du groupe de travail, on aurait fait la délibération pour ce conseil ou un autre conseil même plus tard. On aurait eu un conseil le mois prochain, on aurait pu le mettre le mois prochain. Ah non, maintenant ce sera en décembre. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que je pense que la méthode moi me pose un problème, c'est juste de pouvoir reconvoquer la commission Ad hoc sur ce sujet-là.

Christophe VIGNAUD

Donc la méthode, j'entends, il y a juste cette urgence et à tu l'as noté, c'est l'urgence au niveau de la captation de cette subvention qui doit être prise par Link City. Donc voilà, c'est juste ça. Et en ce qui concerne les 940 pages...

Lionel BARBERIS

Du coup on se précipite Monsieur Le Maire.

Christophe VIGNAUD

Je pense en conseil en conseil communautaire à la MACS, on a 1700 pages à lire nous.

Lionel BARBERIS

Oui. Non, mais que on est 1700 pages à MACS là, on en a 960. Très bien. La réalité, c'est qu'on décide d'un bail à construction enfin d'un bail.

Christophe VIGNAUD

Vous avez été conf...

Lionel BARBERIS

Sur 60 ans alors qu'on n'a pas eu le temps de le lire.

Christophe VIGNAUD

On vous a on vous a expliqué enfin

Lionel BARBERIS

Y'a 5 jours

Christophe VIGNAUD

Le notaire vous a expliqué il n'y a pas 5 jours, il y a deux fois. Vous avez eu deux rendez-vous avec le notaire.

Lionel BARBERIS

Non, c'est faux. Le bail, monsieur le maire il y'a cinq jours

Christophe VIGNAUD

Il y a le notaire vous l'avez vu, il vous a expliqué pourquoi puisqu'il y a même eu une question de dire pourquoi on ne descendrait pas à 50 ou 40 ans ? vous a expliqué la raison pour laquelle il restait sur 60 ans pour...

Lionel BARBERIS

Oui 60 ans. Donc pour 60 ans ça méritait peut-être de reconvoquer cette commission et derrière de dire on faisait même un conseil municipal en octobre, peu importe

Christophe VIGNAUD

Les gens qui étaient autour de la table à la commission générale était dans cette commission-là donc voilà

Lionel BARBERIS

Oui mais enfin la commission générale n'est pas la commission ad hoc

Christophe VIGNAUD

On parle de la méthode maintenant est-ce que sur le projet vous êtes d'accord

Lionel BARBERIS

Je vous l'ai dit monsieur le maire c'est un bon projet le problème c'est que le bail qu'on est en train de valider aujourd'hui n'a pas eu le temps de lecture suffisant c'est tout mais après on votera et puis dans il y aura peut-être des problèmes demain, je ne sais pas. En tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'on n'est pas sérieux dans le travail.

Christophe VIGNAUD

Ok. Très bien.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Pour répondre à votre question, moi effectivement je valide le projet mais je pense qu'il y a une rupture d'égalité entre les candidats et je ne voudrais pas que ça vienne fragiliser la poursuite du projet. C'est tout

Christophe VIGNAUD

OK. Donc, on va d'abord voter le déclassement par anticipation si vous en êtes d'accord et ensuite où on vote en même temps le principe du bail. On peut faire les deux les deux en même temps. Donc qui est pour ? Très bien. Merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-07 : Déclassement par anticipation et conclusion d'un bail à construction en vue de la réalisation d'une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale dans la zone d'activités de Pédebert

Face aux besoins de logement des saisonniers, l'offre sur le marché ordinaire étant très insuffisante et la Commune disposant au surplus de peu de disponibilité foncière, celle-ci souhaite remédier autant que possible à cette carence.

En effet, l'activité économique sur le secteur étant directement dépendante de la présence de ces travailleurs saisonniers dans les différents pans de l'activité, la Commune s'est intéressée au foncier éventuellement disponible sur son territoire pour faire face à cette très forte demande.

C'est dans ce contexte qu'il a été décidé de lancer en 2022 un appel à candidature pour la construction et l'exploitation d'hébergements saisonniers, dans le cadre d'un bail de longue durée, sur un terrain disponible à proximité des deux bâtiments municipaux d'hébergements saisonniers existants sur la zone d'activités de Pédebert. Après une phase de négociation avec les candidats en 2023 tant sur le volet d'aménagement que sur les modalités d'exploitation, la société Linkicity a été officiellement notifiée en février 2024 pour mettre en œuvre sa proposition. L'année 2024 a été consacrée au dialogue avec les entreprises et organismes ayant des besoins d'hébergement saisonnier ; de son côté la Communauté de communes MACS a réalisé une étude relative aux besoins en hébergements saisonniers sur son territoire. Cette étude, restituée en avril 2025, a permis aux services de l'État (DDTM et DDETS) d'avoir la confirmation étayée de la nécessité de réaliser un pôle d'hébergement saisonnier sur le territoire de MACS. Les services de l'État ont indiqué, dans le courant de l'été 2025, à la société Linkicity la possibilité d'accompagner financièrement le projet déjà bien avancé sur la Commune de Soorts-Hossegor.

C'est ainsi que la société Linkicity a pu confirmer à la Commune, lors de la séance de la Commission Générale extraordinaire du 2 septembre 2025, la possibilité de réaliser sur les terrains concernés la construction de deux bâtiments à destination de **Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS)**, chacun élevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage unique, sans sous-sol, comprenant au total 80 chambres, le programme de construction devant développer une **surface de plancher totale de 2.280 m² environ** ainsi que des emplacements de stationnement, tous situés en rez-de-chaussée aérien.

Le mode opératoire retenu pour la réalisation du programme de construction est celui du bail à construction, la Commune restant propriétaire du sol, le bénéficiaire, preneur à bail, ayant la qualité de maître d'ouvrage et de constructeur jusqu'à l'achèvement du programme, lequel cèdera les constructions à édifier ainsi que le droit au bail à construction au profit d'un bailleur social.

L'identité de ce bailleur social nécessitera une validation préalable de la Commune, bailleur à construction.

L'affectation des ouvrages à la réalisation d'une résidence hôtelière à vocation sociale étant une condition essentielle et déterminante du contrat de bail à construction, le bailleur social assurera par lui-même ou par le biais d'un exploitant la location des chambres de la résidence hôtelière à vocation sociale, ainsi que leur gestion.

Ce bail à construction sera conclu pour une **durée de 60 ans** à compter du jour du dépôt en mairie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux du programme de construction et ce moyennant le versement d'un loyer par le preneur à bail d'un montant annuel de 30.000,00 € net de taxe, ce loyer ne donnant pas lieu au versement de la taxe sur la valeur ajoutée. Ce loyer sera indexé sur l'Indice de Référence des Loyers (IRL) ou sur tout autre indice qui lui serait substitué à partir du moment où il s'appliquera.

A l'expiration du bail à construction par arrivée du terme ou par résiliation amiable ou judiciaire, les ouvrages et aménagements qui auront été édifiés par le preneur sur le terrain deviendront de plein droit la propriété de la Commune, en sa qualité de bailleur, sans indemnité, le preneur devant remettre les ouvrages en fin de bail en bon état d'usage.

Le terrain concerné, cadastré section AP numéros 175p et 176, accueille actuellement le Centre Technique Municipal, lequel est en conséquence affecté à un service public, de sorte que le terrain relève à ce titre du Domaine Public de la Commune en application de l'article L. 2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Cette emprise foncière n'est donc pas cessible sans qu'au préalable soient prises des mesures permettant sa désaffectation puis que soit décidé son déclassement.

La superficie de cette emprise foncière à désaffecter et déclasser est de 5 809 m² environ.

Il est proposé le déclassement de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet de construction de la résidence hôtelière à vocation sociale et donc son transfert dans le patrimoine privé de la Commune en vue de la conclusion du contrat de bail à construction.

Afin de permettre la signature de la promesse de bail à construction tout en maintenant affectés les lieux, conformément à l'article L. 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques qui permet un déclassement par anticipation tout en différant la prise d'effet de la désaffectation, il est proposé de décider que la désaffectation de l'emprise foncière concernée, au sens de l'article L. 3112-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, prendra effet en tout état de cause préalablement à la signature du bail à construction, par suite de la réalisation des conditions suspensives de la promesse de bail à construction.

La désaffectation impliquera un arrêté du Maire interdisant l'accès et l'utilisation de cette emprise foncière par les ateliers municipaux et des mesures matérielles sur le terrain interdisant l'accès, lesquelles donneront lieu à un constat par un Commissaire de Justice à l'initiative de la Commune.

Il est rappelé que l'article L. 3112-4 du Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que « *un bien relevant du domaine public peut faire l'objet d'une promesse de vente ou d'attribution d'un droit réel civil dès lors que la désaffectation du bien concerné est décidée par l'autorité administrative compétente et que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient*

que cette désaffectation permettant le déclassement ne prenne effet que dans un délai fixé par la promesse.

A peine de nullité, la promesse doit comporter des clauses précisant que l'engagement de la personne publique propriétaire reste subordonnée à l'absence, postérieurement à la formation de la promesse, d'un motif tiré de la continuité des services publics ou de la protection des libertés auxquels le domaine en cause est affecté qui imposerait le maintien du bien dans le domaine public.

La réalisation de cette condition pour un tel motif ne donne lieu à indemnisation du bénéficiaire de la promesse que dans la limite des dépenses engagées par lui et profitant à la personne publique propriétaire. »

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L. 2111-1 , L. 2142-2 et L. 3112-4 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-21 et L. 2241-1 ;

VU l'avis du Pôle d'Évaluation Domaniale en date du 15 septembre 2025 ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

SE PRONONCE FAVORABLEMENT au déclassement par anticipation, sur le fondement de l'article L. 3112-4 du Code général de la propriété des personnes publiques de ladite emprise foncière située sur la Commune de SOORTS-HOSSEGOR et figurant au cadastre rénové de ladite Commune, Section AP numéros 175p et 176 ;

PREND ACTE que la désaffectation de l'emprise foncière cadastrée Section AP numéros 175p et 176 du Domaine Public communal interviendra postérieurement au déclassement par anticipation et sera matérialisée, au moyen d'un constat par un Commissaire de Justice, préalablement à la date de signature du bail à construction venant en réalisation de la promesse de bail à construction ;

DÉCIDE de conclure avec la Société LINKCITY CENTRE SUD-OUEST une promesse unilatérale de bail à construction suivant les caractéristiques du projet d'acte notarié porté à la connaissance des membres du Conseil Municipal ;

PREND ACTE de l'insertion dans la promesse de bail à construction des parcelles susvisées d'une nécessité de désaffectation préalable et effective des biens immobiliers dans les formes et conditions énoncées à l'article L. 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la promesse unilatérale de bail à construction susvisée, avec faculté pour celui-ci d'apporter tous ajustements au projet précité afin de prendre en compte les nécessités de l'opération, puis du bail à construction une fois les conditions suspensives et autres obligations réalisées.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par

dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

MARCHES PUBLICS- DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

Christophe VIGNAUD :

On va passer maintenant aux marchés publics et aux DSP. Donc vous savez que comme chaque année, on, on reçoit nos délégataires pour un retour sur leur activité et un commentaire sur leur chiffre de l'année et je vais vous faire un bref retour.

8. Présentation du rapport d'activité annuelle sur la délégation pour le Casino

Christophe VIGNAUD :

Donc c'est pour information, il y a pas du tout de vote par rapport à cela. Le premier, il s'agit de la présentation du rapport d'activité annuelle sur la délégation pour le Casino.

L'activité du casino est donc un peu difficile en ce moment comme partout en France et ce n'est pas spécifique à notre ville.

En effet, le casino cette année a fait sur la partie des jeux brut, 1.2 millions contre 1.4 millions l'année dernière, soit 16 % de moins et au total avec ses activités annexes hors-jeux, un chiffre d'affaires de 61 000 contre 121 000 €. Le total des produits pour 2024 est de 1.37 millions contre 1.8 millions l'année précédente et le total des charges pour 2024 est de 1.4 millions contre 1.7 millions, 1 million8 l'année dernière sur l'exercice précédent mais donne une un résultat comptable négatif de 85 000. C'est principalement dû à la fréquentation et notamment cette fréquentation peu importante le long de l'année, même si le casino connaît une recrudescence de participation pendant l'été et ils sont surtout très dynamiques puisqu'ils mettent des actions en place pour faire venir du monde. Ce que je ne savais pas, nous ont fait part de cela. Ils ont un fichier de 8000 personnes qu'ils animent chaque semaine en faisant des promotions. Le lundi, ils ont la possibilité de gagner des bons d'achat et des et des mises. Le mercredi, la même chose, suivront toute la semaine. Donc ce sont les pouvoirs d'achats aussi que nous connaissons tous avec cette baisse de pouvoir d'achat qui est présente. Les mises ne sont plus du tout aussi importantes que par le passé. Cela étant, les délégataires sont optimistes et nous pensons que et nous sommes persuadés et on l'avait vu suivant d'ailleurs une étude qui avait été menée par KPMG que le Casino a un fort potentiel, une forte attractivité pour notre commune. Je pense que c'est important à moyen terme que ce casino puisse retrouver ses lettres d'antan. Donc voilà, donc ça a été un peu leur état d'esprit de dire que OK, c'est une année un peu difficile, mais ils sont assez confiants pour l'avenir et ils ont en tout cas une envie folle de continuer avec nous. Ça c'était pour le rapport du casino. Est-ce que vous avez des commentaires à faire ou pas ?

Lionel BARBERIS

Est-ce qu'ils ont pu remarquer aussi que la fermeture du Sporting a un impact sur leur activité ?

Christophe VIGNAUD

Alors oui, bien entendu, mais il aurait été malhonnête de dire que la fermeture du Sporting n'a pas d'impact. Oui, elle a un impact mais quand on voit l'année dernière le Sporting était fermé, ils avaient fait beaucoup plus de chiffres d'affaires que cette année. Le casino étant fermé, oui, ça a un peu impacté mais je pense que aussi le pouvoir d'achat n'étant pas là et on l'a vu cet été, je pense que les gens ne sont pas aussi friands d'aller dépenser leur argent autour de ce genre de choses.

Alors, on va passer si vous n'avez pas d'autres questions.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-08 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Casino

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor, pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Il précise que le délégataire a présenté le rapport d'activité devant la commission de délégation des services publics le 28 août 2025.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de délégation de service public le 18 août 2025.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Casino municipal de la Commune de Soorts-Hossegor pour la période allant du 1^{er} mars 2024 au 29 février 2028 avec la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor, délégataire retenu par délibération du conseil municipal en date du 22 septembre 2023.

CONSIDÉRANT que la société a remis à la Commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

*Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal

administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

9. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le complexe du Tennis

Christophe VIGNAUD

Je vais vous présenter maintenant le rapport de la DSP sur le tennis. Alors pour rappel, cette DSP a été donc signée en 2018 pour une durée de 12 ans. Il y a eu un bref récupératif de l'exploitation du stade, des adhésions à l'année qui sont malheureusement un peu en diminution et une légère baisse aussi sur la partie des enfants.

C'est un peu dommage parce que c'est vrai que l'esprit club doit être important et je sais qu'il y a des efforts qui sont faits, mais c'est important d'avoir aussi cette école de tennis comme les membres au sein d'un club puisque c'est grâce à ça que les clubs de tennis entre autres marchent.

Il y a eu néanmoins une très belle fréquentation en général sur l'année bien entendu en saison puisqu'on est à +10 % sur les locations des cours. Une belle augmentation dans les leçons sur les stages qui sont de 271 000€ contre 226 000 € l'année d'avant. L'animation a été faite aussi de façon régulière au sein du club pour essayer de faire vivre le club house en faisant des soirées à thème, des retransmissions de matchs lors des grands tournois et de proposer aussi une formule de restauration rapide qui elle a été plus ou moins égale à l'année n-1. Ça se traduit cependant par une augmentation du chiffre. Alors pas être de façon énorme puisqu'on est de 548 contre 540 en n-1 pour un résultat comptable positif. Donc voilà en gros l'activité du tennis. Est-ce qu'il y a des questions par rapport à ça ?

Lionel BARBERIS

Oui, monsieur le Maire. Juste c'est vrai qu'on ne peut pas se satisfaire dans le cas de cette DSP, vous l'avez dit mais la baisse de jeunes ce sont les adhérents jeunes en tennis c'était 51 adhérents en 2021, et 13 aujourd'hui quoi. On est à 13 adhérents. Donc la vie de club effectivement en tout cas autour du tennis. Alors, c'est sûr que l'activité de paddle doit gagner beaucoup d'argent, mais même dans les tableaux prévisionnels, on avait une activité qui était quasiment à 90 000 € de recette qui baisse à 60 000€.

Christophe VIGNAUD

On est à moins 20 000 sur le paddle.

Lionel BARBERIS

Sur le paddle. Et ils expliquent ça comment ? Une baisse sur le paddle alors que toute l'activité du paddle est en augmentation ?

Christophe VIGNAUD

On n'a pas d'explication pour là-dessus. Moi, je n'étais pas présent à cette ...

Lionel BARBERIS

Oui, en plus, ils veulent construire du paddle. Forcément,

Christophe VIGNAUD

Ça c'est un autre sujet qui n'a rien à voir avec la DSP en ce qui concerne...

Lionel BARBERIS

De quoi, le paddle ?

Christophe VIGNAUD

Non, non, mais sur la construction supplémentaire de ce qui a été proposé, ce qui a été dit. Moi, je n'étais pas présent lors de cette réunion.

Lionel BARBERIS

Ils veulent peut-être construire plus de paddle. Oui, parce que ça ils veulent peut-être construire plus de paddle parce que ça rapporte.

Christophe VIGNAUD

Ça rapporte sûrement. Oui. Cela étant, le tennis rapporte aussi puisque quand même l'activité globale est quand même relativement en progression.

Lionel BARBERIS

Oui

Christophe VIGNAUD

Après, j'entends ce que ce que tu dis concernant le club. On sait très bien qu'un club de tennis doit aussi faire en partie des leçons, en partie des stages et en partie un club proprement dit.

Lionel BARBERIS

Et en partie, participer à la vie fédérale.

Christophe VIGNAUD

Ah, et la désaffection des enfants, c'est toujours un gros problème. Ce qu'on n'a pas par exemple sur le golf, ça c'est sûr que là, à ce niveau-là, le golf est beaucoup plus pourvoyeur d'enfants que le tennis aujourd'hui.

Lionel BARBERIS

On n'est pas sur un modèle de sport fédéral comme le tennis a pu l'être en tout cas, vous le savez bien, la FFT, elle a besoin de licenciés, elle a besoin de, je pense que le nombre de licenciés purs, ce n'est pas forcément la préoccupation de ce club. La réalité c'est que si on veut faire vivre un club, si on veut faire vivre les jeunes, il faut qu'il y ait un projet qui soit lié aussi à ce que la Fédération propose. Je pense qu'on est on est sur quelque chose qui est un peu plus commercial que fédéral ou en tout cas associatif puisque là on est vraiment dans une entreprise. Les chiffres en tout cas le montrent et puis surtout les fonds propres de l'entreprise qui sont quasiment nuls. En fait, il n'y a pas de fonds propre donc on sent qu'il n'y a pas de volonté d'investissements futurs.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Tu veux dire quelque chose Henri ?

Henri ARBEILLE

Pas tout à fait d'accord avec effectivement ces propos en sachant que le paddle au départ effectivement sur Hossegor nous étions les premiers, entre temps, Seignosse s'est équipé, Capbreton s'est équipé, Labenne également donc il y a une grosse concurrence là-dessus donc je pense que là aussi il faut en tenir compte et rappelons-nous quand même que nous avons fermé également une classe donc le nombre de gamins sur notre commune est en train de baisser également donc c'est évident qu'il faut qu'on ait une politique attractive également au niveau des prix et qu'on doit développer cette partie-là parce que le tennis reste un sport qui fait partie de notre commune que ça soit le surf que ça soit le golf ou le tennis c'est encore une fois on a un terrain on a effectivement un lieu qui est historique et qui est fantastique. Voilà

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-09 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe tennistique

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports, pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité devant la commission de délégation de service public le 28 août 2025.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de délégation de service public le 18 août 2025.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du tennis municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la SARL Odyssey Sports signée le 20 juin 2018, délégataire retenu par délibération en date du 14 juin 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

*Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le complexe du Trinquet

Christophe VIGNAUD

Ok, alors on va passer, ensuite à l'activité DSP du Trinquet. Alors pour le trinquet, juste rappeler qu'ils avaient pris possession des locaux en juin 2022 après d'ailleurs d'importants travaux d'embellissement. Cet espace au trinquet aujourd'hui est une vraie offre complémentaire dans la commune malgré la concurrence puisqu'il y a deux restaurants qui se sont montés autour mais le lieu tire encore son épingle du jeu.

Alors en terme sportif, puisqu'il y a deux choses en terme sportif, le fait d'avoir la pelote et pelote passion, c'est un point important puisqu'il y a une fréquentation régulière avec les tournois et certains événements et une bonne relation avec le club, avec l'ASH Pelote qui vient régulièrement et puis au niveau du restaurant, ils proposent que ce soit à midi comme le soir des menus à des prix relativement raisonnables et qui se trouvent dans le bourg de sports et ça c'est une bonne chose pour faire vivre le village et qui est un vrai lieu de rencontre. En ce qui concerne les chiffres, on est sur un chiffre d'affaires de 577 000 € avec une perte qui est encore dû à l'investissement qui est de l'ordre de 30 000€ contre 52 000€ l'année précédente. Pour information, eux aussi ils souffrent du personnel. Ils ont eu énormément de déboires avec le personnel de l'établissement. Et donc ça... ça a dû être un moment difficile. Et donc l'équilibre risque d'être plus sur l'année à venir. Ils sont très confiants et ils croient exactement en ce lieu pour pouvoir continuer à le faire grandir. Donc c'était une réflexion de leur part de dire que malgré les aléas du personnel, malgré la perte, ils sont encore très confiants là-dessus. Et donc, on peut considérer que le trinquet devrait retrouver un équilibre financier d'ici l'année prochaine. Est-ce que vous avez des remarques à faire sur le sujet ? Bien, on va passer au golf.

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-10 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe du Trinquet

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION, pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité devant la commission de délégation de service public le 28 août 2025.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de délégation de service public le 18 août 2025.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société Pelote Passion « le Trinquet » signé le 17 mai 2022, délégataire retenu par délibération en date du 29 avril 2022,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

*Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

11. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Golf

Christophe VIGNAUD

Alors, le golf lieu important en ce qui concerne notre ville puisque vous savez qu'alors c'est la 2e année de la DSP, on a un nombre constant d'adhérents et on a eu quelques nouvelles inscriptions qui ont été faites de façon régulière. Il faut noter qu'on a un terrain qui est relativement beau et je dirais même superbe et qui est reconnu de tous puisqu'il y a beaucoup de gens qui viennent et qui sont contents de jouer et qui accueilli aussi de nombreuses compétitions nationales et régionales. Il faut aussi noter que presque tous les weekends vous avez des compétitions et un nombre important de nos adhérents qui y sont. Et à chaque compétition, c'est toujours une joie de voir les adhérents qui viennent et qui passent du temps au sein du club.

On a un parcours donc exemplaire des greenkeeper qui sont de grande qualité et puis depuis les travaux d'arrosage qui était sur un investissement de 1.3 millions, la consommation est passée à à -30 % c'est à-dire que grâce à cette double canalisation il consomment beaucoup moins et en tout cas ils arrosent là où ils le souhaitent et c'est un c'est un vrai progrès. Par ailleurs, je parlais de l'école de tennis tout à l'heure, mais l'école des jeunes en ce qui concerne le golf est toujours aussi importante et les jeunes aussi peuvent profiter des infrastructures suivant le cahier des charges de la DSP d'ailleurs pour et ça pour apprendre avec un prix raisonnable et on le soutient souvent avec Lionel qui en parle très fréquemment et qui a en plus la possibilité ces jeunes-là de faire le parcours le mercredi entre autres puisque le club est fermé pour eux et tout ça est respecté.

On a des équipes féminines et des équipes masculines qui sont aussi de bon niveau, que ça soit l'équipe A, mais aussi l'équipe des anciens et qui sont à des niveaux régionaux, départementaux et même nationaux avec de très bons résultats. Ce que l'on a fait aussi et ça c'est aussi très important, c'est que depuis le début de cette DSP, il y a eu une gestion rigoureuse au niveau des arbres qui a été suivi en partie par Michel Villeger et Philippe Cier avec la collaboration de Christophe Ges, le directeur que je remercie parce que c'était quelque chose d'important puisqu'on a une gestion des arbres qui est bien entendu importante sur le parcours et qu'il faut à chaque fois aménager. Replanter et faire en sorte que les choses se passent correctement sans que ça impacte le jeu ainsi que la forêt.

Le restaurant qui est un sujet alors je te vois grimacer. Oui, c'est un sujet qui a été longuement débattu à plusieurs reprises. Aujourd'hui, il a été repris par le club et il va être mis en en jeu, je dirais, dans un cadre différent puisqu'ils ont eu une cinquantaine de dossiers et ils sont en train de faire le choix pour essayer de trouver un nouveau délégataire et nouveau gérant puisque c'est une sous c'est une sous-délégation qu'ils ont la possibilité de faire. En terme financier, le club est sur un prix constant puisqu'un budget constant, pardon, on est à 2million6., on est à moins 1,6 % par rapport à l'année dernière, mais en revanche, on a un résultat qui est positif de 121 000€

Donc ce qui est une bonne chose et la prévision pour 2025 est conforme au business plan qui a été mis en place. Chose importante, il y a une relation directe avec le club avec une vision qui est celle de notre DSP et surtout une préservation de ce magnifique club en plein centre-ville, ce qui est une vraie chance pour notre village et je pense que c'est quelque chose qu'il faut noter. Est-ce que vous avez des remarques à faire sur le sujet ?

Henri ARBEILLE

Quand ça va bien, il faut le dire. Non, nous avons tout le disais, je souligne encore une fois effectivement c'est un des seuls clubs de France où nous fermons une journée par semaine pour notre équipe, pour nos enfants et également pour le parcours. D'ailleurs, le président de la Fédération française au dernier Grand Prix a trouvé que c'était même trop vert. Il était trop magnifique ce golf. Donc effectivement, c'est quelque chose qu'il faut répéter. Merci à toute l'équipe qui s'en occupe, au directeur également qui a pris sa place et qui connaît bien le terrain. Juste, on voit une augmentation du nombre de golfeurs, tant mieux. Ça se démocratise de plus en plus, et plus en plus de jeunes interviennent et nous avons de très beaux résultats. que peut-on faire pour les aider en revanche au niveau des ravages que nous cause le nombre incessant de sangliers, je ne sais pas si tu as vu les dégâts au niveau du 5, au niveau du 6. Donc ça présente quand même gros problèmes les entretiens.

Christophe VIGNAUD

4,5,6 oui

Henri ARBEILLE

Qu'est-ce qu'on peut leur proposer à ?

Christophe VIGNAUD

Alors je vais te dire on n'a pas attendu. C'est-à-dire qu'à chaque fois lendemain matin, on a la chance d'avoir notre association des chasseurs qui se mettent en route pour faire des battues et il y a eu plein de battues qui ont été faites chaque année. La dernière fois au dernier au trou numéro 4, il y a eu un ravage qui a été fait.

Henri ARBEILLE

4 et 5 oui

Christophe VIGNAUD

Le lendemain, le président de la chasse est allé refermer puisqu'en fait ils arrivent des barthes.

Henri ARBEILLE

D'accord.

Christophe VIGNAUD

Le président de la chasse a refermé l'ensemble des grillages. Pour l'instant, ils sont toujours là-bas. J'en ai vu la semaine dernière quand même qui était sur la route et si vous avez vu là dernièrement en allant au cimetière, les allées droites et de gauche ont été un peu labourées par nos petits camarades Marcassins. Mais en tout cas, la relation avec la chasse nous permet de répondre rapidement au désagrément qui pourraient arriver sur le golf. Et c'est vrai que c'est important de le souligner. Je les remercie d'ailleurs à ce niveau-là parce que franchement heureusement qu'ils sont là puisque ça permet de sauvegarder notre, notre parcours qui est je le redis magnifique et qui est envié de tous.

Henri ARBEILLE

Juste une question par rapport à ces nuisibles, il y a moyen d'avoir une dérogation préfectorale pour pouvoir intervenir plus souvent

Christophe VIGNAUD

Oui, on le fait. C'est-à-dire qu'à chaque fois qu'il y a une battue qui est prévue, il y a une dérogation qui est faite et il y a...

Henri ARBEILLE

Même hors période de chasse.

Christophe VIGNAUD

Ah oui oui ! il y en a eu cet été à trois reprises. Donc voilà,

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-11 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Golf

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Golf établi par l'Association Sportive Golf Hossegor, pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité devant la commission de délégation de service public le 28 août 2025.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de délégation de service public le 20 août 2025.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Golf de la Commune de Soorts-Hossegor avec l'Association Sportive Golf Hossegor signé le 22 décembre 2022, délégataire retenu par délibération en date du 4 novembre 2022,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

*Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Golf établi par l'Association Sportive Golf Hossegor pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

12. La modification des tarifs du club du gold d'HOSSEGOR

Christophe VIGNAUD

On continue maintenant sur le point numéro 12 qui est la modification des tarifs du club d'ailleurs de golf et l'association souhaite faire évoluer certains tarifs par rapport à ce qui est fait et comme c'est une délégation de service public, obligé d'être voté en conseil municipal.

Les tarifs 2026 qui sont proposés au vote ont fait parallèlement une étude tarifaire de ce qui est en cohérence par rapport aux autres. Je souligne juste que l'exemple d'un golf qui se trouve à côté de chez nous est à 115 € quand nous nous étions à 110€. Donc il est proposé et vous l'avez dans votre dans votre tablette, les différentes augmentations que ça soit au niveau des cotisation individuelle, ménage et autres, ainsi que les droits de jeu, donc les green fees...

Je dis bien certaines puisque quand vous regardez les chariots et les practices, il y a aucune modification qui a été faite à ce niveau-là, chose qui aurait pu aussi être un moyen de gain supplémentaire, mais le club a préféré rester dans une logique qui est celle de proposer du service mais plutôt d'augmenter au niveau des cotisations. Voilà, est ce que vous avez des questions sur le sujet.

Lionel BARBERIS

Oui, monsieur le Maire. Juste on l'avait abordé en commission générale, mais du coup sur les tarifs, donc déjà sur l'école de golf, c'est bien qu'on soit sur des tarifs qui soient très accessibles et c'est vraiment très bien pour les jeunes. Qui a des augmentations, bon les golfs proposent et c'est très bien. On parlait notamment des jeunes qui basculent de l'école de golf, qui finissent l'école de golf et qui sont jeunes mais qui n'ont pas les moyens d'accéder à des sommes qui sont quand même conséquentes pour des jeunes, notamment quand ils restent étudiants. Est-ce que le golf est-ce que l'association a prévu des choses pour eux ? Parce qu'il n'y a peut-être pas tous les tarifs là, je ne sais pas.

Christophe VIGNAUD

Il y a une cotisation spécifique jeune

Lionel BARBERIS

Voilà, parce que comme elle n'est pas là-dedans

Christophe VIGNAUD

Elle n'est pas notée

Lionel BARBERIS

Mais comme le comme l'école de golf n'a pas bougé qu'elle augmenté je me suis dit peut-être qu'a tous les tarifs mais non

Christophe VIGNAUD

Un elle n'est pas augmentée, et il y a un quelque chose pour les jeunes

Lionel BARBERIS

Voilà bon mais très bien c'était ma question en commission générale

Christophe VIGNAUD

Mais tu l'avais posé en question en commission générale à laquelle j'avais répondu la même chose.

Lionel BARBERIS

Non mais tu savais.... Enfin vous deviez vérifier.

Christophe VIGNAUD

Non mais c'est moi enfin je sais

Lionel BARBERIS

Voilà là maintenant c'est sûr. Merci. Et en ce qui concerne ça puisse être accessible aux jeunes

Christophe VIGNAUD

Comment ?

Lionel BARBERIS

Aux jeunes qui ont été adhérents

Christophe VIGNAUD

Oui oui quand on est jeune adhérent et en ce qui concerne l'école de golf vous avez vu que la cotisation ne bouge pas donc on va passer au vote si vous en êtes d'accord donc est-ce que vous êtes OK pour ces augmentations qui ont été proposées par rapport au golf qui est pour ?

Non toi tu ne votes pas moi non plus donc voilà donc il n'y a pas d'abstention pas de contre très bien et cependant, Henri ne votera pas parce qu'il est membre du club.

Séance du 26 septembre 2025
Délibération n°250926-12 : Modification des tarifs du golf d'Hossegor

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

CONSIDÉRANT l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor pour l'année 2026 ;

COTISATIONS 9,5 MOIS ET ANNEE		
Produit	Tarifs 2025	Tarifs 2026
Cotisation Année Individuel	1 875 €	1 935 €
Cotisation Année Ménage	3 130 €	3 250 €
Cotisation 9,5 mois Individuel	1 370 €	1 420 €
Cotisation 9,5 mois ménage	2 250 €	2 350 €
Cotisation Ecole de Golf (incluant la licence)	185 €	185 €

DROIT DE JEU VISITEURS				
Produit	Basse saison 2025	Haute saison 2025 (du 08/4 au 15/10)	Basse saison 2026	Haute saison 2026 (du 08/4 au 15/10)
Greenfee	85 €	110 €	88 €	114 €
Carnet 10 Greenfees	565 €	770 €	615 €	830 €
Carnet 20 Greenfees	920 €	1 330 €	1 020 €	1 440 €

CHARIOTS ET PRACTICE		
Produit	Tarifs 2025	Tarifs 2026
Chariot Manuel	6 €	6 €
1 Seau de balles	5 €	5 €
2 Seaux de balles	9 €	9 €
11 Seaux de balles	30 €	30 €
11 Seaux de balles membres	20 €	20 €

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

En tant que personnes intéressées à l'affaire, ne prennent pas part au vote :

- Jean-Marc LEROY
- Christophe VIGNAUD
- Henri ARBEILLE,

AUTORISE « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1^{er} janvier 2026, les tarifs présentés ci-dessus.

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

AFFAIRES GENERALES

13. Création officielle d'une réserve communale de sécurité civile

Christophe VIGNAUD

On passe aux affaires générales avec la création officielle d'une réserve communale de sécurité civile et je vais laisser la parole à Quentin

Quentin BENCHETRIT

Merci monsieur le maire. Bonsoir à tous. Je vais vous parler de la création d'une réserve communale de sécurité civile. La sécurité civile est une mission fondamentale qui nous concerne tous. La loi du 13 août 2004 le rappelle. L'État en est le garant au niveau national. Mais l'échelon communal joue aussi un rôle tout aussi essentiel, notamment dans l'information et l'alerte de la population, la prévention des risques, la création de la gestion de crise, le soutien aux sinistrés et le retour à la normale. Pour renforcer cette mission, la loi offre la possibilité aux communes de créer une réserve communale de sécurité civile. C'est une force locale basée sur le bénévolat placée sous l'autorité du maire et strictement complémentaire aux services de secours public comme aux associations de sécurité civile ou humanitaire déjà existantes. Concrètement, cette réserve permettra de mobiliser rapidement des volontaires pour appuyer la commune en cas de crise, renforcer la prévention des risques et l'information de nos citoyens, s'appuyer sur les solidarités locales pour soutenir la population en cas de sinistre. Il est important de souligner que cette réserve ne se substitue pas aux pompiers, aux SAMU ou aux associations déjà existantes. Elle vient en appui dans le champ strict des compétences communales pour que nous soyons mieux préparés et plus réactifs face aux différents aléas auxquels nous devrions faire face. En adoptant aujourd'hui cette création, nous donnons les moyens d'anticiper plutôt que de subir et de faire vivre concrètement la solidarité communale. L'Assemblée est donc invitée à autoriser monsieur le maire à procéder à la création de cette réserve.

Christophe VIGNAUD

Il y a-t-il des commentaires ?

Lionel BARBERIS

Oui, monsieur le Maire, c'est une très bonne chose de faire ça. Juste la question, c'est quel moyen on a prévu de mettre en face pour tout ça ? Comment ? Quel moyen financier, quel accompagnement ? Comment en fait vous avez compté comment vous comptez mobiliser cette réserve citoyenne en termes de moyens ?

Christophe VIGNAUD

Par les bénévoles

Lionel BARBERIS

C'est un peu plus de moyens que justes des bénévoles normalement. Et il y'a une réserve communale, ça demande des moyens matériels d'animation.

Quentin BENCHETRIT

Déjà sur la partie matériel et organisation logiciel, on a déjà investi depuis plusieurs années dans un logiciel qui permet la coordination des équipes et en cas, par exemple il faut rappeler aussi qu'on a

on a mis à jour le DICRIM durant le mandat et donc en cas de nécessité si on devait faire appel à cette réserve on a déjà en tout en mairie, le logiciel qui nous permet en fait de déployer une explication à plusieurs personnes, pouvoir communiquer avec ces personnes et de pouvoir intervenir par le biais d'une carte avec les différents points d'appui sur la sur la commune.

Lionel BARBERIS

Oui, mais le propre d'une crise, c'est que on est en rideau quoi. Donc il n'y a plus rien qui marche.

Quentin BENCHETRIT

Rideau, on a on a prévu énormément de choses ici aussi en mairie. Puisque on a....

Lionel BARBERIS

Mais en fait, on sait pas du tout, on n'est pas au courant de ça. Donc...

Christophe VIGNAUD

Si si tu es au courant, mais ce n'est pas grave.

Quentin BENCHETRIT

Ça c'est une très bonne question

Christophe VIGNAUD

Non, mais c'est parce que tu n'as pas du capté au moment où on t'en a parlé. Non mais parce que...

Lionel BARBERIS

Monsieur le maire, je vous demande un peu de respect quand même... Non non mais c'est gentil mais me prendre pour un couillon...

Christophe VIGNAUD

Non, je ne te prends pas pour un couillon mais c'est un peu de mauvaise foi...

Lionel BARBERIS

Juste un peu de respect svp

Christophe VIGNAUD

Non, c'est juste un peu de mauvaise foi, c'est tout.

Lionel BARBERIS

Non, il n'y a pas de mauvaise foi. Là, on mobilise une réserve citoyenne.

« Alarme retentie »

Christophe VIGNAUD

Allez, hop, on s'en va.

Lionel BARBERIS

Ça marche la preuve... la preuve ça marche.

Quentin BENCHETRIT

On a un exemple. Ce n'était pas prévu.

Christophe VIGNAUD

Non mais en ce qui concerne en ce qui concerne ça, on a bien entendu, tu sais, on a en bas une mallette qui est déjà prête avec les téléphones...

Quentin BENCHETRIT

Non, mais on va pouvoir, je vais je vais pouvoir reprendre l'explication. On a déjà anticipé beaucoup de choses là-dessus durant

Lionel BARBERIS

Pour la réserve citoyenne...c'est une chose supplémentaire qui demande des moyens.

Quentin BENCHETRIT

Bien, bien sûr.

Christophe VIGNAUD

Mais donc ce sont des choses que l'on a déjà

Quentin BENCHETRIT

Aujourd'hui par exemple on a pu mettre en place un groupe électrogène dédié en mairie qui n'a jamais existé. Donc ça on pensait que c'était vraiment quelque chose.

« Alarme retentie »

Excusez-moi. On a également mis en place tout un réseau de fibre noire qui nous permet en fait aujourd'hui même en cas de coupure du réseau internet général de pouvoir continuer à communiquer entre les différents services de la commune. On a également rééquipé une salle blanche ici en mairie avec notre propre serveur sur lequel toute la data qui était jusqu'à présent stockée ailleurs, que ce soit des documents nécessaires en cas de crise, aujourd'hui on peut être fier et on est la seule commune de MACS à avoir accès à notre data en mairie puisque l'ensemble des autres communes ont mis la data dans des data center dans du cloud et donc du coup quand il y a du blackout il y a accès à rien.

On fait face enfin MACS via Digital MACS fait face depuis le début de la semaine à une attaque qui du coup met en défaut la totalité des lignes téléphoniques. Aujourd'hui, c'est plus possible. Ça fait partie également des grandes décisions sur lesquelles on travaille depuis plusieurs mois de basculer la téléphonie de la commune chez l'opérateur national Orange pour ne pas le citer, mais on a toutes les autres possibilités chez tous les autres opérateurs. Ça fait également partie de toutes les choses qu'on anticipe aujourd'hui et sur lesquelles on travaille.

L'application Qriska que nous utilisons déjà depuis 4 ans. Pourquoi déjà l'utiliser ? En fait, c'était c'est un choix assez simple, c'est que si on doit déployer en cas de crise une application pour pouvoir communiquer avec les agents, communiquer avec la population et que personne n'a jamais travaillé dessus, on ne sera pas réactifs, on sera incapable.

Lionel BARBERIS

C'est tout l'enjeu. L'enjeu, c'est la préparation.

Quentin BENCHETRIT

Exactement. Et donc en fait...

Lionel BARBERIS

Et aussi le fait de savoir que ça peut ne pas marcher. Donc il faut aussi travailler donc

Quentin BENCHETRIT

« Alarme retentie » ...

Décidément !

Lionel BARBERIS

Il y a vraiment un gros problème...

Quentin BENCHETRIT

Oui, il y a il y a un souci là parce que je suis en silencieux mais ça sonne quand même.

Christophe VIGNAUD

On est en train de te cambrioler ? ...non ?

Quentin BENCHETRIT

C'est... c'est possible parce que c'est là l'alarme qui sonne depuis tout à l'heure. Non mais c'est je ne suis pas le seul à recevoir l'alerte donc voilà.

Mais donc en fait c'était tout l'enjeu de cette application en fait qui nous permettait de la mettre les services aujourd'hui s'en servent déjà et donc ils sont habitués à travailler sur l'outil. Demain, en cas de crise ou de situation d'urgence, on pourra très facilement et les agents sont déjà formés sur cette application, on pourra très facilement l'utiliser pour d'autres usages, la mettre à disposition de cette réserve, la mettre également à disposition des élus, des administrés, des associations. Voilà, c'est l'idée.

Christophe VIGNAUD

Moi, je voudrais juste rajouter que quand tenu du fait qu'on avait travaillé sur ça en amont avec le DICRIM et le PCS, on a d'ores et déjà les éléments, je te parlais de la mallette que l'on a en bas, mais aussi on a une convention avec Intermarché si par malheur il y avait quelque chose. On a aussi acheté des lits de camp.

Lionel BARBERIS

Oui. Pour pouvoir faire dormir les gens dans un local

Christophe VIGNAUD

Au Jaï-Alaï

Quentin BENCHETRIT

Par exemple Intermarché stocke.

Lionel BARBERIS

En fait on joue notre vrai rôle sur le PCS enfin.

Quentin BENCHETRIT

Bien sûr mais c'est un sujet qu'on a pris très au sérieux voire trop dans cette pièce juste ici on a un poste roulant je ne sais pas si vous le voyez en noir qui nous permet en fait de transformer cette salle en PC de crise

Christophe VIGNAUD

De commandement

Quentin BENCHETRIT

Avec ce module directement relié sur le groupe électrogène en bas un switch qui nous permet en fait de recréer un réseau local pour dédié à cette pièce.

On est capable de brancher une connexion satellitaire Starlink qui a qui a déjà été commandée pour la pour la commune. Et pour rebondir sur ce que monsieur le Maire vient de dire, on a un partenariat avec le magasin Intermarché à Soorts qui stocke pour nous une quantité de pack d'eau, de bouteille d'eau en permanence.

Christophe VIGNAUD

Deux palettes.

Quentin BENCHETRIT

Donc il a un stock permanent qu'il garde en sécurité. Donc évidemment, il le renouvelle mais il surstocke pour nous, c'est une sécurité également d'avoir ça sur la commune.

Christophe VIGNAUD

Et après pour faire marcher tout ça, pardon, je prends juste la parole, pour faire marcher tout ça, il y a eu un... un organigramme avec les agents et bien entendu les élus et ce que je te disais et ce n'était pas une boutade, il nous faut aussi des bénévoles. Donc c'est aussi important et c'est une des d'ailleurs un des points qu'on voit en en fin conseil où on essaie de trouver des bénévoles qui pourraient nous aider en cas de crise et en cas de de blackout total.

Lionel BARBERIS

Je pense qu'on a fait un constat de début de mandat qui était sur le PCS, on avait une vraie marge de progrès qui était réelle. Je pense que le travail que vous avez fait là est significatif pour moi. Il est essentiel pour la commune. C'est à dire que dans le cadre d'une crise, on sait qu'on a des tempêtes à peu près tous les 10 ans. Là on se retrouve la dernière était en 2009. Il y a la préparation de la commune qui est très importante. Les packs d'eau, c'est très important, on le sait évidemment, mais tout le reste, tout ce que vous avez développé. Donc je pense qu'on a fait un vrai progrès là-dessus et vraiment merci. C'est important dans le cadre du Dicrim de bien resensibiliser les gens sur le fait qu'il y a aussi la préparation individuelle dans les foyers. On avait notamment la préparation minimum, un pack d'eau par personne...On l'a diffusé. C'est important d'insister là-dessus. Faut que les gens soient toujours prêts à ce type d'événements parce que ça peut nous arriver dans une région qui est quand même qui peut être très compliquée.

Quentin BENCHETRIT

Il y a également un autre gros sujet là-dessus, sur lequel on était fermement opposé à la fermeture de et à la délocalisation de la cuisine de l'EHPAD puisqu'aujourd'hui en fait c'est également un avantage

énorme pour notre commune puisqu'en cas d'urgence, on sait qu'on a toujours une cuisine de taille très importante qui nous permettrait d'assurer des repas, avec un groupe électrogène sur l'EHPAD.

Lionel BARBERIS

En plus c'est un groupe électrogène sur l'EHPAD ?

Quentin BENCHETRIT

Oui. Et un serveur avec la data également sécurisé sur l'établissement et maintenant l'établissement est relié par le réseau de fibre noire à la mairie. En fait, ça nous permet de communiquer, même s'il y a plus internet extérieur, on peut quand même rester en communication avec en réseau local. Et si la cantine générale de MACS à Saint Geours de Maremne n'est plus capable ou n'est plus en mesure de transporter sur les routes de la nourriture pour l'établissement, le fait d'avoir cette cuisine sur place, on a l'Intermarché à côté. On sait qu'en cas d'urgence, on est capable de cuisiner sur place et même si on doit loger des administrés au trinquet dans les écoles à côté, on a cette cuisine qui permet également de faire à manger en cas d'urgence pour nos administrés. Donc ça fait également partie des gros enjeux sur lesquels on nous a souvent interrogé sur le coût du prix du plateau repas pour le pour les habitants de l'établissement de l'EHPAD. Aujourd'hui, il faut aussi garder en tête que cette cuisine, je pense qu'il est important de la garder en service, non pas que pour la qualité de l'alimentation à l'EHPAD, mais également pour tous les avantages qu'elle peut nous apporter.

Henri ARBEILLE

Pour intervenir, c'était une volonté qu'on a toujours eue déjà depuis 2014. Effectivement, à l'époque MACS nous demandait de mutualiser et on avait toujours refusé. Pourquoi ? parce qu'effectivement on faisait du frais deux, nous avions des ateliers d'animation pour les résidents. Donc ça c'était très important et trois, nous avions cette indépendance et même au niveau du prix on se débrouillait en ayant une production plus faible que les milliers de repas que propose MACS nous avions un prix bien plus intéressant. Donc ça c'est un point. Deuxièmement, rappelez-vous quand même au niveau du confinement quand il dit que ça n'a jamais existé, nous avions et nous avons encore, mais il faudra certainement la remettre à jour, une liste de plus d'une cinquantaine de personnes qui faisaient partie de cette réserve déjà, je le répète, en 2019 2020, nous en avons eu besoin quand nous avons eu au Trinquet le centre médical avancé et que nous avons fait la distribution des masques. Ce sont ces 50 personnes qui étaient sur les listes et qui étaient déjà volontaires depuis belle lurette.

Quentin BENCHETRIT

Mais c'est juste pour ça en fait, c'est juste pour ça que le point numéro 13 s'appelle création « officielle ». En fait, on officialise

Henri ARBEILLE

Quelque chose qui existe, oui, D'accord. Donc il faut l'officialiser.

Quentin BENCHETRIT

Exactement, c'est écrit dans le titre

Christophe VIGNAUD

Et après derrière la dernière délibération RH. Tu as ça.

Tu vois, c'est important de le dire parce que quand je t'entends dire Quentin effectivement que ça n'existait pas avant. Si si..

Quentin BENCHETRIT

On a des bénévoles sur la commune, on a d'ailleurs cette chance, on a une chance énorme sur notre commune, par le CCAS notamment ...on a le CCAS qui fait un travail formidable. Je remercie d'ailleurs toutes nos bénévoles et tous nos bénévoles du CCAS qui sont capables parfois de passer des semaines entières à téléphoner à nos administrés pour faire passer des messages ils...prennent le temps. Et donc aujourd'hui, je suis persuadé que la création de cette réserve, on ne la fait pas dans le vide, elle va vraiment servir et en plus de ça, voilà, on officialise et on va avoir des personnes qui vont intéresser pour la rejoindre.

Christophe VIGNAUD

Bien, on peut passer au vote sauf s'il y a quelqu'un qui souhaite. Très bien. Bon, donc qui est pour cette création officiel officialisation.

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-13 : Création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile

La loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile modifiée souligne notamment que la sécurité civile est l'affaire de tous. Elle rappelle que si l'Etat est le garant de la sécurité civile au plan national, l'autorité communale joue un rôle essentiel dans l'information et l'alerte de la population, la prévention des risques, l'appui à la gestion de crise, le soutien aux sinistrés et le rétablissement des conditions nécessaires à une vie normale.

Pour aider l'autorité municipale à remplir ces missions, la loi offre la possibilité aux communes de créer une « réserve communale de sécurité civile » fondée sur les principes du bénévolat et placée sous l'autorité du maire, dans les conditions fixées par les articles L 1424-8-1 à L 1424-8-8 du code général des collectivités territoriales (cf. circulaire du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n° INTE0500080C).

Cette réserve de sécurité civile a vocation à agir dans le seul champ des compétences communales, en s'appuyant sur les solidarités locales. Elle ne vise en aucune manière à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence. De la même manière, son action est complémentaire et respectueuse de celle des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE la création d'une réserve communale de sécurité civile, dénommée RCSC, chargée d'apporter son concours au Maire en matière :

- d'information et de préparation de la population face aux risques encourus par la commune et identifié dans le plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- de soutien et d'assistance aux populations en cas de sinistres ;
- d'appui logistique et de rétablissement des activités.
- d'adhérer à l'association départementale des Landes des Réserves Communales de Sécurité Civile pour l'assistance administrative et technique.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération (règlement intérieur).

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

14. Sollicitation de la prolongation des concessions des plages naturelles de Soorts-Hossegor (avenant n°2)

Christophe VIGNAUD

On passe au point numéro 14 qui est la sollicitation de la prolongation des concessions des plages naturelles. Alors, ça c'est un sujet important pour la commune car vous savez que ça fait partie entre autres de l'offre que nous proposons et cela depuis des années. On a fait ça, c'est quelque chose qui est important pour nos visiteurs mais même aussi pour nous pour que nous puissions profiter pleinement de nos plages. Il a été fait un décret en 2019 qui n'a pas été mis en application à cause du Covid mais du coup l'État est revenu vers nous il y a quelques temps pour nous interdire l'exploitation des cabanes qui se trouvaient sur le littoral.

Après plusieurs discussions et plusieurs rencontres, il a été convenu avec l'État puisque moi j'avais rencontré les représentants de l'État, le conseiller d'Elisabeth Borne et celui du président de la République, avec le député, le président de la Fédération française de surf ainsi que mon homologue de Seignosse. On était arrivé à les convaincre que les cabanes qui étaient liées au surf étaient aussi importante et donc ils ont considéré que c'était essentiel face au danger de l'océan et donc ils nous ont donné l'accord de les laisser sur place.

Quid des deux grosses cabanes, enfin il y en a trois mais quid des deux grosses cabanes qui se trouvent sur le littoral qui ont une réglementation autre qui est la restauration. Le décret de 2019 dit qu'en fait la restauration sur ces espaces-là est interdit ou s'il avait autorisation, c'est surtout plus plutôt sur des plages qui sont des plages de ville. Et en tout, il fallait aussi que l'entrée et l'accès à la plage soit de façon importante puisqu'en fait il prenait état des plages du sud-est type Montpellier entre autres, enfin à côté de Montpellier.

Et quand vous arriviez, vous arriviez sur un nombre important de matelas et la partie on va dire plage classique était toute petite. En ce qui nous concerne, c'est complètement différent. Ce qu'il faut juste savoir, c'est que nos deux cabanes représentent à peine 0,18 %, je dis bien 0,18 % de notre espace de plage et qui sont en plus reliés à l'électricité, l'eau et l'assainissement et qui sont enlevés chaque année. Et vous voyez, si vous avez l'occasion de vous balader l'hiver, vous ne faites pas du tout état de cet endroit-là, sauf si vous le savez. Il y a juste quelques sorties qui sont encore présentes pour pouvoir les remettre en place la saison d'après. Donc l'idée c'était de voir si on pouvait obtenir l'autorisation pour pouvoir les exploiter de façon importante. On a rencontré à l'époque madame la Préfète le 27 février 2024 et on avait fait un grand pas avec elle puisqu'elle nous avait accordé son appui pour trouver une solution par rapport à cela. En relation avec les services de MACS qui travaillent sur le contour des espaces, nous devrions et le préfet actuel qui est en actuellement en poste et du même avis trouver la solution qui va pérenniser et qui amènerait un accord sur 12 ans.

Mais pour cela, on a encore besoin de temps. Et donc on va demander auprès de la préfecture 3 ans supplémentaire pour que les équipes puissent travailler là-dessus, que ça soit les équipes de la mairie mais aussi les équipes de MACS pour travailler sur le sujet et mettre en place les dispositions nécessaires pour pouvoir garder cette exploitation-là. Donc je vous demande juste de m'autoriser à faire une demande officielle auprès de la préfecture qui est sur le principe d'accord de nous prolonger de 3 ans pour qu'on ait le temps nécessaire pour la mise en place de cette autorisation qui pourra être pérennisée sur les 12 prochaines années. Est-ce que vous avez des questions sur le sujet ? Bien, on va passer au vote. Donc qui est pour ? Je vous remercie.

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n°250926-14 : Avenant n°2 à la convention de concession des plages naturelles de Soorts-Hossegor : sollicitation de la prolongation de la concession

Monsieur le Maire rappelle que le domaine public maritime est de la compétence de l'Etat, qui en est également le propriétaire. Celui-ci peut accorder des concessions à des personnes publiques ou privées pour en assurer la gestion, historiquement dans le cadre du décret n°2006-608 du 26 mai 2006. Il peut notamment autoriser une concession à entretenir et exploiter les plages concédées pour une durée qui ne peut excéder 12 ans afin de répondre « aux besoins du service public balnéaire ».

Ces concessions sont accordées en priorité aux communes. Des éventuels sous-traités d'exploitation peuvent être également autorisés après publicité et mise en concurrence préalable.

En effet, le concessionnaire peut lui-même confier à un ou plusieurs « sous-traitants », signataire de conventions d'exploitation, tout ou partie de ces activités nécessaires aux besoins du service public balnéaire. La durée de cette convention ne peut excéder la durée de la concession accordée par l'Etat. Dans ce cadre-là, les 80% de la longueur et de la surface totale de la plage doivent être « libres de tout équipement et installations » et les installations (hormis les installations sanitaires publiques et postes de secours) ne peuvent être que des installations démontables ou transportables, permettant notamment à l'issue de l'exploitation, un retour du site à l'état initial. Ces installations peuvent être autorisées uniquement pendant une période préalablement définie et qui ne peut excéder six mois de l'année.

L'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 a accordé une convention de concession des plages naturelles pour une durée de 6 ans à la Commune. Un avenant à cette convention initiale a été accordé par arrêté préfectoral DDTM/SPEMA n°2023-0915 du 13 juillet 2023 pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2026.

Monsieur le Maire indique que la mise en application stricte du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 faisant la liste des aménagements légers pouvant être implantés sur les plages avec pour conséquence de remettre en cause l'exploitation en matière de restauration de plage. Des réunions de travail relatives à la mise en application de ce décret ont conclu à la nécessité de se donner davantage de délai pour étudier collectivement les solutions possibles.

Pour ce faire, il convient d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter (au nom de la Commune de Soorts-Hossegor, concessionnaire), auprès de l'Etat, concédant, la prolongation jusqu'au 31 décembre 2029 de la concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 et à signer avec l'Etat l'avenant à la convention correspondante.

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 accordant une concession des plages naturelles pour une durée de 6 ans à la Commune,

CONSIDÉRANT la mise en application du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 établissant la liste des aménagements légers pouvant être implantés sur les plages,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA n°2023-0915 du 13 juillet 2023 modifiant la convention de concession des plages approuvée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 avec pour effet de porter l'échéance de l'exploitation au 31 décembre 2026.

CONSIDÉRANT la nécessité de se donner le temps de poursuivre les échanges et les études menées sereinement et conjointement avec les services de l'Etat afin de faire émerger les solutions possibles concernant les établissements de restauration de plage,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

SOLLICITE auprès de l'Etat, autorité concédante du domaine public maritime, la prolongation jusqu'au 31 décembre 2029 de la concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 puis prorogée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA n°2023-0915 du 13 juillet 2023.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention correspondante, ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

15. Signature d'une convention avec le département des Landes dans le cadre du partenariat « Hors les Murs » pour l'exposition « Absolument Céramique ».

Christophe VIGNAUD

On va passer au point numéro 15 qui est la signature d'une convention avec le département dans le cadre du partenariat hors les murs pour l'exposition absolument céramique. Et je laisse la parole à Céline LUNARDELLI.

Céline LUNARDELLI

Alors à l'occasion de l'exposition événement « Absolument Céramique » créé par le Musée départemental de la Faïence et des arts de la table à Samadet, le département des Landes via le service de la conservation des musées et du patrimoine propose de programmer durant l'année 2025 un cycle d'animation dans le cadre du dispositif connaissance partagée du patrimoine. Donc en complément des conférences proposées cette année sur le site du musée de la Faïence et des arts de la table à Samadet. Des animations seront organisées à Mont de Marsan, Brocas, Soorts Hossegor, Lynx et Dax. Donc la présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre le département et la commune pour les visites conférences organisées dans le cadre du cycle hors les murs 1925-2025 sur les traces de l'art d'éco dans les landes. Donc pour ce qui est de nous donc de centre second, il y a donc ça sera la journée du 18 octobre, il y a deux visites guidées à 10h30 et à 14h30 qui seront sur le thème de Hossegor Cité parc au temps de l'art déco et ce sont les architectes du CAUE 40 qui feront cette visite. Les places seront limitées donc la réservation sera faite auprès de l'office du tourisme. Il va y avoir toute une communication et par l'office et par la mairie et par le département aussi. Qui est fait et il y aura une conférence qui sera ici même dans cette salle à 16h30 sur le thème HOSSEGOR dans l'histoire de l'architecture française qui sera animé par Claude Laroche donc historien de l'architecture et chercheur honoraire de l'inventaire général du patrimoine culturel et ça sera l'entretien sera animé par Fran de l'ombre qui est également historien de l'architecture. Du coup, l'Assemblée délibérante est invitée à autoriser, monsieur le maire, à signer cette convention de partenariat en fait avec le département. Tu me demander quelque chose ?

Catherine CERIZAY-MONTAUT

Oui, c'est très intéressant que nous puissions avoir cette manifestation. Est-ce que je la question que je me pose, c'est est-ce que la date nous a été imposée ?

Céline LUNARDELLI

Oui.

Catherine CERIZAY-MONTAUT

Ah oui,

Céline LUNARDELLI

Enfin oui, parce que ce sont les architectes en fait du CAUE qui organisent ses visites. Donc c'est eux qui suivant leur disponibilité, c'est du bénévolat qu'ils font. Donc c'est eux qui ont choisi la date.

Catherine CERIZAY-MONTAUT

Oui, je regrette mais je l'ai déjà dit en commission qu'on n'ait pas pu avoir ce genre de manifestation pour les journées du patrimoine puisque pour les journées du patrimoine, je crois que nous n'avons rien eu sur la commune. C'est dommage parce que c'était tout à fait en relation avec ce qu'on aurait pu imaginer mais..

Céline LUNARDELLI

On n'est pas décisionnaire sur cette sur cet événement là et ce partenariat-là, c'est complètement dirigé par le département.

Catherine CERIZAY-MONTAUT

D'accord, merci

Christophe VIGNAUD

Bien, on va voter donc qui est pour ? OK, merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération n° 250926-15 : Signature d'une avec le Département des Landes dans le cadre du partenariat « Hors les Murs » pour l'exposition « Absolument Céramique »

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le dix-neuf septembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Mathilde VINTROU, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY MONTAUT,

Absents non représentés : Myriam LANGLOIS, Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

A l'occasion de l'exposition-événement « Absolument céramique ! Louis DAGE (1885-1961) » créée par le Musée départemental de la Faïence et des Arts de la table à Samadet, le Département des Landes, via le service de la conservation des musées et du patrimoine, propose de programmer, durant l'année 2025, un cycle d'animations dans le cadre du dispositif « Connaissance partagée du patrimoine ».

Ce cycle d'animations vise à valoriser sur le territoire, le patrimoine « Art Déco » landais à l'occasion du centenaire de ce mouvement artistique et d'accueillir le patrimoine des spécialistes qui restitueront aux habitants leurs travaux de recherche consacrés à l'histoire et au patrimoine des Landes. Ainsi, en complément des conférences proposées cette saison sur le site du Musée départemental de la Faïence et des Arts de la table à Samadet, des animations seront organisées à Mont-de-Marsan, Brocas, Soorts-Hossegor, Linxe et Dax.

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre le Département et la commune pour les visites conférences organisées dans le cadre du cycle hors les murs « 1925-2025 : Sur les traces de l'Art Déco dans les Landes » le 18 octobre 2025 à Soorts-Hossegor.

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le Département des Landes

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Signature d'une convention pour le recours au bénévolat

Christophe VIGNAUD

Point numéro 16 qui est la signature d'une convention pour le recours au bénévolat. Donc on reprend ce dont on parlait tout à l'heure avec Henri. Donc dans le cadre de la continuité alors entre autres du verger qui est partagé la mise en place de la réserve communale de sécurité qui est au service de la population des biens et de l'environnement. Donc, on envisage de faire appel à des bénévoles et assurer le bon fonctionnement du service notamment d'en assurer les missions spéciales comme la participation donc aux travaux de jardinage, de taille des arbres et des végétaux que nous avons dans

les Barthes ainsi que la cueillette des fruits de verger. L'intervention en cas de crise. Donc là, on reprend ce qui a été dit précédemment sur les tempêtes, inondations, assistance des élus référents de quartier entre autres, accueil des sinistrés dans le centre d'accueil dédié, assistance au service social et participation au nettoyage des rues et des habitations en cas de crise. Donc juste l'établissement d'une convention est nécessaire dans ce cadre-là pour avoir un recours au bénévolat. Donc, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'approuver ce recours au bénévolat.

Par rapport à cela, est-ce que vous avez des remarques, des questions ? Et on va passer au vote. Donc, qui est pour ? Très bien. Bien.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 septembre 2025

Délibération : n°250926-16 : Portant recours au bénévolat

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la continuité du verger partagé et de la mise en place de la Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) au service de la population, des biens et de l'environnement, envisage de faire appel à des bénévoles, pour assurer le bon fonctionnement du service, notamment, afin d'assurer les missions suivantes :

- Participation aux travaux de jardinage, de taille des arbres et végétaux, de plantation, et de cueillette de fruits du verger partagé ;
- Intervention en cas de crise (tempêtes, inondations, ...) ; assistance des élus référents de quartier, accueil des sinistrés dans le centre d'accueil dédié, assistance au service social, participation au nettoyage des rues et des habitations, ...

Monsieur le Maire rappelle que l'établissement d'une convention est nécessaire dans le cadre du recours au bénévolat.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le recours au bénévolat, de valider le projet de convention et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Considérant la nécessité d'avoir recours au bénévolat dans les conditions susmentionnées ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le recours au bénévolat dans le cadre des activités communales et plus précisément le verger partagé et la Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) au service de la population, des biens et de l'environnement.

APPROUVE le modèle de convention de recours au bénévolat annexé à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions de bénévolat afférentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 30 mai 2025 au 19 septembre 2025

Christophe VIGNAUD

Décision du maire. Est-ce que vous avez des questions sur les décisions qui ont été prises ? Oui ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Oui.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Comment ? la décision ? Tu as dit combien ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Avec le micro, c'est mieux. La 60 c'est il y en a deux. Alors, je ne sais pas pourquoi elles ne sont pas côte à côte. C'est pour la ferme de bielle. On en a parlé tout à l'heure pour les travaux, j'imagine qu'il y a...

Christophe VIGNAUD

3240 € supplémentaires qui ont été affectés par rapport au traitement des

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Des bois... Alors la première question parce que j'étais presque sûr de l'avoir lu mais je ne le retrouve pas dans les documents. Est-ce qu'on... ces travaux est-ce qu'on sait quand ils vont être mis en œuvre ?

Christophe VIGNAUD

Là .

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

C'est ça.. ..Ah ils sont en train ?

Christophe VIGNAUD

Ouais là ils ont commencé là c'est là c'est en train de débiter. Ça va débiter.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

D'accord. Et question réglementaire est-ce qu'on a déposé une DP ?

Christophe VIGNAUD

Ah non. Oui. Bon ce n'est pas très grave. On va la faire. Non mais non pas déposer de DP. Non parce que ce sont des travaux intérieurs Ce n'e sont pas des travaux extérieurs.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Certes.

Christophe VIGNAUD

C'est pour sauver les poutres.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Je sais pourquoi. Bien sûr. Mais c'est nécessaire. Bien sûr.

Christophe VIGNAUD

Ouais. Oui. En fait on injecte enfin il y a une partie qui est injectée et c'est tout à l'intérieur. Donc voilà.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Non mais je dis ça par rapport à nos à nos concitoyens. Il faut qu'on soit exemplaire. Et quand on regarde le détail, si on prend l'exemple par exemple du curage des enduits du quand je n'ai pas entendu du curage des enduits ou par exemple il faut une DP.

Christophe VIGNAUD

Oui, d'accord. Mais pour l'instant on n'en est pas là. Donc on a le temps de la faire la DP.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

C'est non c'est ça ne change rien.

Christophe VIGNAUD

Non mais les enduits intérieurs ça change

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Et en plus ils ont il y a il y a il y a deux volets il y a il y a il y a le fait d'être irréprochable et le fait que ce soit un bâtiment plus que patrimonial vis-à-vis de l'architecte des bâtiments de France et cetera. Et quand j'ai regardé le détail et il me semblait bien, moi j'avais début octobre en tête mais si ça a démarré c'est encore pire.

Christophe VIGNAUD

Non ça n'a pas démarré

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Ce que l'on est en train de de mettre en œuvre c'est comme ça administrativement ça nécessite le dépôt d'autorisation d'urbanisme.

Christophe VIGNAUD

Très bien, on va le faire.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Merci.

Christophe VIGNAUD

Est-ce que vous avez d'autres remarques ? Oui. Oui. Lionel.

Lionel BARBERIS

Juste une remarque sur la décision sur le marché de travaux, la rénovation de la plage blanche. On a déjà parlé avant le conseil sur la première décision en fait. Deux questions enfin deux remarques. La première c'est sur ce type de travaux si je crois bien qui ont été fait juste avant la saison et alors que le commerce qui exploite la plage blanche était ouvert, je pense que c'est important de à l'avenir faire en sorte au niveau des services que tous ces travaux-là soient faits hors exploitation. C'est que c'est dommage d'effectuer des travaux sur la plage alors que le commerce juste au moment où il ouvre et on se retrouve avec des perturbations pour le commerce que nous-mêmes nous mettons en place. C'est qu'on a mis en place ce commerce à cet endroit et alors qu'il ouvre il se retrouve avec les travaux qui démarrent. Donc ça ce qu'il faudrait c'est un minimum d'anticipation. Pour effectuer les travaux au

moment où la période c'est que là il faudrait quasiment qu'on attaque ils vont fermer dans quelques jours, qu'on commence peut-être à attaquer les travaux pour la saison suivante. Je trouve que ça c'est déjà dommage de pas l'anticiper au niveau des services. Et la deuxième c'est que cette décision-là elle était faite pourquoi du coup ? Parce qu'il y avait une décision préalable qui était pour valider les montants des travaux et là il y a une décision qui est de dire on... on redécide de quelque chose.

Christophe VIGNAUD

Ça a été le choix de l'ensemble des...

Lionel BARBERIS

Oui, mais enfin la décision date du 19 juin, les travaux étaient faits

Christophe VIGNAUD

Comment ? Ah non, les travaux ..les travaux il commencé à ce moment-là puisque tu l'as

Lionel BARBERIS

Le 19 juin ?

Christophe VIGNAUD

Une grande partie

Lionel BARBERIS

Peut-être, ça commence avant 19 alors il y avait il y avait quelque chose avant il y avait une décision en février si j'ai bien vu.

Christophe VIGNAUD

Non il y a une décision en février sur l'ensemble des travaux mais pas sur celui-là proprement dit. Cela étant, on a fait les appels d'offre et tu as le nom de toutes tes entreprises avec les montants et derrière tu as le choix de ces entreprises.

Lionel BARBERIS

Oui j'ai tout là, Abroge la décision du maire de février, il y a marqué.

Christophe VIGNAUD

D'accord. Donc celle-ci..

Lionel BARBERIS

Donc en février, il y a bien une décision qui a été prise de faire

Christophe VIGNAUD

Mais qui n'était pas avec les qui n'était pas avec ces fournisseurs-là.

Lionel BARBERIS

D'accord. Et donc là les travaux n'ont pas commencé avant le 19 juin.

Christophe VIGNAUD

Comment ?

Lionel BARBERIS

Ils ont commencé en avril ?

Christophe VIGNAUD

Non non. Ah non mais non. En fait, c'est là et là la problématique que tu soulèves est assez intéressante puisque ça a démarré non pas par ce côté-là, ça a démarré par la plage du parc. Ensuite, ça a démarré en face par la plage des chênes lièges et l'oreille et ensuite de l'autre côté. Et en fait, c'est parce qu'on n'avait pas tous les fournisseurs et en plus on a eu énormément de soucis sur cette partie-là. C'est fait que ça a démarré beaucoup plus tard.

Lionel BARBERIS

Mais c'est dommage. On aurait dû on aurait dû la repousser après.

Christophe VIGNAUD

Et j'entends et j'entends ce que tu dis. Oui. Non, mais on avait les crédits de l'État qui arrivent à ce moment-là. C'est toujours pareil. On avait.

Lionel BARBERIS

Ils auraient pu, enfin, je pense qu'ils auraient pu attendre. En tout cas, le 19 juin pour commencer les travaux, c'est compliqué. Je ne veux pas dire, mais pour une exploitation que nous-même on ouvre, quoi. Et en plus à qui on fait payer des droits. Donc effectivement, il y a une demande de la part du locataire de de d'avoir une remise là-dessus. Je pense qu'elle est légitime. On va l'étudier. Je sais que vous avez prévu qu'on l'aborde ensemble mais ...

Christophe VIGNAUD

On l'a vu tout à l'heure

Lionel BARBERIS

Mais là il faudrait à l'avenir quand même qu'on anticipe ce genre de travaux quoi.

Christophe VIGNAUD

Comment ?

Lionel BARBERIS

Il faudrait qu'on anticipe ce genre de travaux pour...

Christophe VIGNAUD

Non mais les travaux ont été anticipés Lionel puisqu'on a commencé par...

Lionel BARBERIS

Oui mais je vois bien que...

Christophe VIGNAUD

Non mais les travaux ont été... et c'est autour du la plusieurs places qui ont été faites. Celle-ci bien entendu a été faite à la fin et malheureusement on peut... on peut on peut ne pas se réjouir de ce qui a été fait à ce moment-là compte tenu de ce que tu viens d'évoquer. bien entendu. Donc vous avez d'autres questions ?

Sinon notre conseil est fini.

Je vous donne rendez-vous dans quelques mois le 14 novembre à 19h.

On aura à débattre de l'orientation budgétaire pour 2026. Pour un vote du budget qui sera fait en décembre ...le 19 décembre.

Par ailleurs, n'oubliez pas que ce weekend, on a un événement de surf avec le Quiksilver Festival et de nombreux champions qui vont s'affronter ce weekend et vous avez des soirées qui sont actuellement Place des Landais ce soir et demain soir.

Voilà, d'ici là, on vous souhaite une bonne soirée et je vous remercie.

Prochaine séance le 14 novembre 2025 à 19h00.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025,

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

CONSEIL MUNICIPAL DU 14 NOVEMBRE 2025 19H00

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 14 novembre 2025 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 septembre 2025.

ORDRE DU JOUR

FINANCES

1. Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2025
2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026

INTERCOMMUNALITE

3. Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) 2026-2032

MARCHES PUBLICS-DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

4. Approbation du choix de subdélégation de la gérance du Club House du Golf d'Hossegor

AFFAIRES GÉNÉRALES

5. Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation de du colisage des bulletins de vote pour les élections municipales mars 2026
6. Sollicitation de demandes de subventions au titre du Fonds Vert pour le projet réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor
7. Signature d'une convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »
8. Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile

RESSOURCES HUMAINES

9. Modification du tableau des effectifs
10. Modification des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) liées aux évènements familiaux
11. Présentation du Rapport Social Unique au titre de l'année 2024

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 19 septembre 2025 au 7 novembre 2025

INFORMATIONS DIVERSES

Fait à Soorts-Hossegor, le 7 novembre 2025



Le Maire

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

**Délibération n°251114-01 : Rapport sur la situation en matière d'égalité
femmes-hommes pour l'année 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Edouard DUPOUY, rappelle qu'en application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi), les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

Pour les communes et EPCI : l'article L. 2311-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule : « Dans les communes de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ».

Ces dispositions sont applicables aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants.

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport appréhende la collectivité comme employeur en présentant la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Au-delà de l'état des lieux, il doit également comporter « un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et il décrit les orientations pluriannuelles. »

La Commune de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuelle évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, et de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2311-1-2 et suivants ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 231-1 à L. 132-4,

Vu la loi n° 2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 qui définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du ministère de la transformation et de la fonction publique du 14 décembre 2021 relative à l'appel à projets du fonds en faveur de l'égalité professionnelle dans les trois versants de la fonction publique,

Vu L'article L. 2311-1-2 du CGCT instituant, pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20 000 habitants, l'obligation de produire un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment l'article D. 2311-16 du CGCT,

Vu la lettre-circulaire de Madame la préfète du 18 décembre 2024 relative au rapport annuel 2024 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes,

Considérant que la ville de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20.000 à 40.000 habitants par arrêté préfectoral du 5 avril 2000, il revient donc d'établir, à ce titre, un rapport en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Vu la délibération n°241216-42 du 16 décembre 2024 approuvant le plan d'action 2024/2026 de la Commune de Soorts-Hossegor en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et sa mise en œuvre,

Considérant la délibération n°250203-01 du 03 février 2025 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2024,

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 23 octobre 2025 et 10 novembre 2025,

Considérant le rapport annuel présenté sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2025 ci-annexé,

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la présentation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2025, préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'exercice 2026.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution du présent rapport.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-02 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2026

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2026. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

VU le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

VU l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la Commune de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20 000 à 40 000 habitants,

VU la délibération n°251114-01 du 14 novembre 2025 relative au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les Femmes et les Hommes pour l'année 2025,

CONSIDÉRANT que les orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 21 octobre 2025 et lors de la Commission générale du 4 novembre 2025,

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

PRÉCISE que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-03 : Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud : Avis sur le projet du nouveau programme de l'habitat (PLH) 2026-2032

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Afin de poursuivre son engagement, la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud a souhaité renouveler sa stratégie et son action en faveur du logement pour tous, par l'élaboration de son troisième Programme Local de l'Habitat (PLH). Marqué par les fortes tensions du marché immobilier, l'accès au logement pour les habitants du territoire s'avèrent de plus en plus difficiles.

Ce document cadre, régi par le code de la construction et de l'habitation, définit pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la

mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Dans cette perspective, le document s'est construit autour d'une large concertation : enquête auprès des habitants, mobilisation d'un panel citoyen, consultations spécifiques avec les partenaires de l'habitat, et travail approfondi avec les élus, ont permis de dégager les grandes orientations de la politique locale de l'habitat. Forts de l'ensemble des contributions et décisions, plusieurs enjeux se distinguent :

- Un enjeu démographique, marqué par le vieillissement de la population que l'offre de logement devra prendre en compte, tout en préservant l'aspiration familiale du territoire,
- Un enjeu de marché immobilier, reposant sur la nécessité de développer une offre de logements abordables pour soulager un marché local sous tension,
- Un enjeu de parcours résidentiel, nécessitant une diversification de l'offre de qualité, à l'année, afin de faciliter l'accès au logement à une demande locale parfois sans réponse.

A ces enjeux, il est nécessaire de prendre en compte les volumes conséquents de logements produits. En effet, le territoire communautaire a connu une production soutenue et l'arrivée sur le marché de cette offre abondante n'a pas pesé sur les prix.

En outre, ce contexte est complété par la réduction des consommations foncières, conformément à la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience », qui renouvelle le regard sur la façon de concevoir le logement.

Au regard de ces éléments, l'ambition retenue dans ce troisième PLH repose sur la combinaison de deux logiques territoriales, en termes d'armature urbaine tout d'abord et de réalité des marchés immobiliers locaux ensuite.

Ainsi, la production totale de logements est estimée à 4 422 sur les six années du PLH (soit environ 737 logements à l'année), avec un effort supplémentaire en matière de mixité sociale :

- Pour les pôles structurants, l'objectif est de 351 logements par an, soit 48 % de l'objectif total sur MACS,
- Pour les pôles intermédiaires, l'objectif est de 250 logements par an, soit 34 % de l'objectif total sur MACS,
- Pour les pôles de proximité, l'objectif est de 136 logements par an, soit 18 % de l'objectif total sur MACS.

De manière qualitative, au regard d'un objectif de diversification du parc de logements en faveur du développement d'une offre abordable, la répartition des efforts s'effectue en fonction de la distance au littoral et de la tension observée sur chaque partie du territoire communautaire :

- Pour les communes littorales, l'objectif est 35 % de logements locatifs sociaux et de 20 % de logements en accession sociale à la propriété,
- Pour les communes rétro-littorales, l'objectif est 30 % de logements locatifs sociaux et de 15 % de logements en accession sociale à la propriété,

- Pour les communes intérieures, l'objectif est 20 % de logements locatifs sociaux et de 10 % de logements en accession sociale à la propriété.

Pour atteindre ces objectifs de production de logements, mais aussi d'accompagnement de tous les ménages de MACS, le PLH propose un plan d'actions destinées à associer les acteurs et partenaires et à mobiliser des financements communautaires dédiés. Ce plan d'actions propose ainsi de :

- Développer une offre de logements en adéquation avec les revenus des ménages du territoire, prenant en compte les besoins de parcours résidentiels,
- Prendre appui sur le tissu urbain existant avec une stratégie foncière dédiée et un regard particulier sur le parc existant,
- Apporter un soutien aux ménages en situation de fragilité, publics sensibles aux réponses spécifiques.

La procédure d'élaboration prévoit que chaque commune puisse rendre un avis sur le document deux mois suivant son arrêt par le Conseil communautaire. Le document, éventuellement amendé, et à nouveau visé par le Conseil communautaire et devra ensuite recueillir l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement. Sous réserve d'un avis favorable de l'État, une dernière délibération communautaire viendra enfin approuver et adopter définitivement le PLH et clore ainsi la procédure.

Conformément à la délibération du conseil communautaire du 25 septembre 2025, le projet de PLH a été transmis aux communes afin que leurs conseils municipaux émettent un avis avant le 25 novembre 2025.

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU la loi 3DS du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation et la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5216-5 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 302-1 à L. 302-3 relatifs au programme local de l'habitat ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 janvier 2023 engageant la procédure d'élaboration de son troisième Programme Local de l'Habitat et portée à la connaissance de l'Etat en date du 21 juillet 2023 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 septembre 2025 de la communauté de communes arrêtant le projet de son troisième Programme Local de l'Habitat ;

VU le courrier de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud sollicitant l'avis de chaque commune sur le projet de PLH arrêté ;

CONSIDERANT que le PLH est un document cadre de la politique de l'habitat pour les six prochaines années,

CONSIDERANT que le projet de PLH va dans le sens d'un projet de développement territorial pour la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud et pour la commune, par ses objectifs ambitieux mais raisonnables, et défend la mixité sociale au service de l'habitat pour tous ;

CONSIDERANT que le projet de Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS) sur un terrain communal, à côté des logements saisonniers existants, au sein de la zone d'activités communautaire de Pédebert, répond notamment aux objectifs des actions 11 (accompagner le développement et la gestion d'une offre à destination des jeunes et actifs en mobilité) et 12 (proposer une offre d'accueil dédiée au public saisonnier en réponse à la carence de l'offre et la forte saisonnalité de l'économie) du PLH arrêté ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'émettre un avis favorable au projet de troisième Programme Local de l'Habitat de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud applicable sur le territoire ;

SOLLICITE, auprès de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud, une aide au financement de la construction de la Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS) projetée sur un terrain communal au sein de la zone d'activités communautaire de Pédebert ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

**Délibération 251114-04 : Approbation du choix de subdélégation pour la
gérance du Club House du Golf d'Hossegor**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Depuis l'arrêt de l'exploitation en subdélégation du club house par la SAS GREENWOOD EC, le 30 avril 2025, l'association Golf Club d'Hossegor en a assuré temporairement la gestion.

Un appel à candidature a été relancé par voie de presse spécialisée et réseau local ; plus d'une trentaine d'offres sont parvenues et une douzaine ont répondu de manière formelle au cahier des charges fourni, au 31 août 2025.

A la suite d'une pré-sélection, le comité de direction de l'association s'est réuni le 6 octobre 2025 afin de choisir la meilleure candidature.

En date du 13 octobre, le comité de direction de l'association a acté à l'unanimité le choix de l'équipe composée de Messieurs Clément PICHARD et Félicien DECLERCQ.

Les demandes administratives et la négociation du contrat avec la société « BISCAYE », SAS en formation représentée par Messieurs PICHARD et DECLERCQ ont été transmises et la signature du contrat avec l'association a été effectuée le 18 octobre 2025, sous réserve de l'accord de la Commune, autorité concédante.

La société « BISCAYE » est prête à reprendre l'exploitation du club house dès le 1^{er} décembre 2025. Conformément à l'article 7-1 de la délégation de services publics, l'autorité concédante, doit approuver la subdélégation du contrat de concession de service public pour la gérance du club house du complexe golfique d'Hossegor.

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDERANT qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de subdélégation pour la gestion du Club House du Golf d'Hossegor,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le choix de subdélégation pour la gérance du Club House du Golf d'Hossegor proposé par l'association Hossegor Golf Club, à savoir la société « BISCAYE », SAS en formation représentée par Messieurs Clément PICHARD et Félicien DECLERCQ.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures et signer tous les documents nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

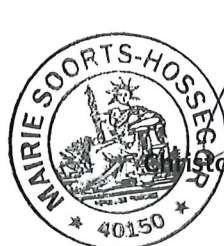
PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-05 : Signature d'une convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote pour les élections municipales mars 2026

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaétane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCOQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

La présente convention a pour objet de confier à la Commune, à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les travaux de colisage, pour les 2 tours de scrutin, des bulletins de vote destinés aux bureaux de vote, dans les conditions suivantes : préparer et mettre en colis les paquets de bulletins de vote, à destination des bureaux de vote de la commune, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits. La Préfecture des Landes aura la charge de l'adressage des enveloppes et la mise sous pli de la propagande électorale.

Dans ce cadre, il convient de conclure une convention avec la Préfecture des Landes. Cette convention définit les conditions matérielles et financières d'accomplissement de ces travaux et prévoit le versement d'une dotation forfaitaire dont le montant est déterminé par la Préfecture.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'adopter la convention relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote et d'autoriser le Maire à la signer.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1, L. 1111-2 et L. 2121-29,

Vu le Code électoral, notamment son article R. 34,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Considérant qu'il convient de conclure avec la préfecture une convention relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote pour la bonne tenue de des élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention avec la Préfecture des Landes relative à la réalisation du colisage des bulletins de vote.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-06 : Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCO, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le Maire rappelle que l'étude préalable du Plan-Plage d'Hossegor réalisée en 2021-2022 a permis de mettre en évidence les grands enjeux des plages de la Commune.

Pour rappel, cette étude opérationnelle fait suite à la démarche « Aménagement Durable des Plages » initiée en 2020 par la Commune avec le soutien du GIP Littoral et de l'ensemble des partenaires.

Grâce à l'accompagnement des services de l'Etat, de la Région, du Département et du GIP Littoral, le Comité de Pilotage de ce partenariat a validé le premier rapport des études PRO concernant ce projet qui répond au mieux aux principes

d'aménagement durable définis au niveau régional dans le cadre du projet « Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral de Nouvelle-Aquitaine ».

La Commune a déposé un dossier d'examen au cas par cas sur les deux plages océanes dites de la « Gravière » et des « Naturistes », secteurs qu'elle souhaite réaménager en priorité au regard des enjeux en matière de sécurité, de préservation de l'environnement et d'accueil du public. Le souhait de la Commune est également d'apporter un ensemble d'actions harmonisées permettant de renforcer l'accessibilité et la place des modes doux sur ces secteurs de plage.

Le plan de financement prévisionnel des plages océanes est le suivant pour un premier coût estimatif études et travaux en phase PRO de 725 555 (soit : 870 666 € TTC)

- 50% Union Européenne (FEDER) ;
- 30% Etat (FONDS VERT) ;

VU l'article L. 2122-22 du CGCT,

VU la délibération n°210507-14 en date du 7 mai 2021 relative aux délégations d'attributions consenties au Maire par le Conseil Municipal,

VU les études préalables réalisées dans le cadre du Plan Plage,

VU la décision du Maire 2022_03_66 en date du 25 novembre 2022 relative au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre,

CONSIDÉRANT les conclusions du Comité de Pilotage en date du 22 mai 2025,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour le projet de réaménagement durable des plages océanes d'Hossegor auprès :

- de l'Union Européenne notamment au titre du FEDER ;
- de l'État notamment au titre du Fonds Vert ;
- et/ou de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 14 novembre 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRI



Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-07 : Convention de mise à disposition dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL »

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte de Gestion des Baignades Landaises a approuvé à l'unanimité le 1^{er} Juillet 2025 la mise en œuvre du projet "Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL" (NSXL), avec notamment :

- La mise en œuvre de patrouilles de vérification une fois par semaine et d'information les week-ends et vacances scolaire en fonction de la météo ;
- La création et l'animation d'un centre itinérant d'initiation et de perfectionnement au métier de nageur-sauveteur ;
- La mise en œuvre de programmes pédagogiques.

A cet effet, et dans l'objectif de mutualisation des moyens dans un souci de gestion responsable des finances publiques, une convention doit être établie entre le SMGBL et chacune des collectivités contributrices afin de définir les modalités de mise à disposition des matériels et locaux dans le cadre de ce projet.

Ce projet expérimental est unique en son genre en France et plus largement en Europe.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération du Comité syndical du SMGBL en date du 1^{er} octobre 2025 adoptant le projet de convention soumise à l'approbation des collectivités membres,

CONSIDÉRANT l'intérêt de la Commune de voir ces missions menées à bien sur ses plages océanes et lacustres et notamment à destination des différents publics évoluant sur son territoire (usagers de ses plages, écoliers...),

CONSIDÉRANT la demande, de la part du SMGBL, de mettre à disposition tout moyen permettant de mener à bien les missions en partie évoquées précédemment (véhicules et engins de secours, matériels de sauvetage et de secourisme, salles, postes de secours...),

CONSIDÉRANT le soutien que la commune de Soorts-Hossegor décide d'apporter au projet NSXL,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le projet de convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et le Syndicat Mixte de Gestion des Baignades Landaises pour encadrer la mise à disposition de moyens à destination du dispositif expérimental "Nageurs-Sauveteurs à la puissance XL" (NSXL).

APPROUVE les conditions financières de la mise à disposition de moyens matériels, de véhicules de secours et de locaux.

APPROUVE la durée de la convention qui court jusqu'au 31 décembre 2027, soit le terme du projet expérimental NSXL.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et le SMGBL.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 14 novembre 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-08 : Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Free Mobile

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Dans le cadre de son activité d'opérateur de réseaux et de services de communications électroniques, la société FREE MOBILE souhaite installer un relais de téléphonie mobile sur une portion de la parcelle communale cadastrée AV 31 dans le clocher de l'église Saint-Etienne de Soorts.

A cet effet, la société a déposé une déclaration préalable pour présenter les équipements qui seront installés sur le site. Ce dossier a fait l'objet d'une instruction et a reçu un avis favorable de la Commission Urbanisme et de l'Architecte des Bâtiments de France.

Aux vues de ces informations et à l'issue de négociations, la commune et la société FREE MOBILE se sont rapprochées en vue de conclure une convention d'occupation du domaine public d'une durée de douze ans aux principales conditions suivantes :

- Emplacement mis à disposition : une portion de la parcelle AV 31 d'une surface de 17 m² ;
- Redevance annuelle : 9 300 € non soumis à la TVA ;
- Révision annuelle : la redevance sera augmentée de 3%/an.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public au profit de la société FREE MOBILE aux conditions sus-énoncées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant l'intérêt d'y satisfaire afin d'assurer une couverture du réseau de radiotéléphonie mobile satisfaisante sur le territoire communal,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DECIDE de conclure une convention d'occupation du domaine public autorisant la société FREE MOBILE à exploiter les équipements techniques situés sur une portion de la parcelle AV 31 conformément aux dispositions ci-annexées.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération n°251114-09 : Modification et diffusion du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCOQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **1 poste d'Agent social principal de 2ème classe à temps non complet**
(En remplacement d'un poste d'Agent social)
- **1 poste d'Agent social principal de 1ère classe**
(En remplacement d'un poste d'Agent social principal 2ème classe)
- **1 poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe**

(En remplacement d'un poste d'adjoint technique)

- **1 poste d'Adjoint technique principal de 1ère classe à temps non complet**

(En remplacement d'un poste d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe)

- **1 poste d'Animateur principal de 2ème classe**

(En remplacement d'un poste d'Animateur)

- **1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure**

(En remplacement d'un poste d'Auxiliaire de puériculture de classe normale)

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2025 conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor ;

CONSIDÉRANT la volonté de supprimer des postes à la suite des avancements de grades et départs de l'année 2023 et 2024 ;

VU l'avis rendu par la Commission RH en date du 14 avril 2025 ;

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 15 mai 2025, 23 octobre 2025 et 10 novembre 2025.

VU la délibération n°250606-29 en date du 6 juin 2025 portant sur la modification et la diffusion du tableau des effectifs,

VU le courrier de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Dax en date du 30 juillet 2025 sollicitant le retrait de la délibération n°250606-29 et l'adoption d'une nouvelle délibération conforme avec le droit en vigueur,

VU les avis rendus par le Comité Social Territorial en dates des 23 octobre 2025 des 10 novembre 2025.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

1 voix contre M. DUBOSC PAYSAN,

Et 3 abstentions L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP,

Le Conseil Municipal,

DECIDE de retirer la délibération n°250606-29 en date du 06 juin 2025 portant sur la modification et diffusion du tableau des effectifs.

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 14/11/2025							
FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE	
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme	
		Attaché	0	TC	1		
		Attaché Principal	0	TC	0		
		Attaché hors classe	0	TC	0		
	B	Rédacteur	2	TC	0	2 Femmes	
		Rédacteur Principal 2ème classe	0	TC	0		
		Rédacteur Principal 1ère classe	4	TC	0	3 Femmes et 1 Homme	
	C	Adjoint Administratif	5	TC	3	3 Femmes et 2 Hommes	
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	2	TC	1	2 Femmes	
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	11	1 TNC	0	11 Femmes	
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF				25		5	A : 0 Femme et 1 Homme B : 5 Femmes et 1 Homme C : 16 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	2	TC	0	2 Hommes	
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme	
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme	
	C	Adjoint Technique	15	TC	3	2 Femmes et 13 Hommes	
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	8	TC	0	2 Femmes et 6 Hommes	
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	15	1 TNC	3	2 Femmes et 13 Hommes	
		Agent de Maitrise	3	TC	1	3 Hommes	
		Agent de Maitrise Principal	7	TC	2	1 Femme et 6 Hommes	
SOUS TOTAL TECHNIQUE				52		9	A : 0 Femme et 3 Hommes B : 0 Femme et 1 Homme C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme	
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme	
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	6	TC	0	6 Femmes	
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	0	TC	0		
	C	Agent Social	3	1 TNC	2	2 Femmes et 1 Homme	
		Agent Social Principal 2ème classe	2	1 TNC	0	2 Femmes et 0 Homme	
		Agent Social Principal 1ère classe	2	TC	0	1 Femme et 1 homme	
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme et 0 homme	
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme B : 6 Femmes et 0 Homme C : 6 Femmes et 2 Hommes	

Animation	B	Animateur principal 2ème classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Animateur	0		0	
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	0 Homme
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 1 Femme et 0 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	5	TC	0	2 Femmes et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE					0	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 0 Homme
						C : 3 Femmes et 4 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
SOUS TOTAL SPORTIVE			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 1 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS					20	Cat A : 2 FEMMES et 4 HOMMES
						Cat B : 12 FEMMES et 3 HOMMES
						Cat C : 32 FEMMES et 49 HOMMES

TC : temps complet

TNC : temps non complet

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 1 poste d'Agent social principal de 2ème classe (30 heures hebdomadaires) ;
- 1 poste d'Agent social principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe (32,50 heures hebdomadaires) ;
- 1 poste d'Animateur principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure.

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en supprimant les 6 postes vacants suivants :

- 1 poste au grade d'Attaché principal à temps complet au motif d'un départ en disponibilité ;
- 1 poste au grade d'Attaché hors classe à temps complet au motif d'un départ par voie de mutation ;
- 2 postes d'Adjoints Administratifs à temps complet au motif d'un départ en disponibilité et d'un avancement de grade ;
- 2 postes d'Adjoints Administratifs principal de 2ème classe à temps complet au motif d'un changement d'affectation en interne et d'un avancement de grade ;

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des effectifs présenté ci-dessus.

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 novembre 2025

Délibération : n°251114-10 : Modification des Autorisations Spéciales d'Absences liées aux évènements familiaux

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le sept novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Jean-Marc LEROY a donné procuration à Christophe VIGNAUD

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Henri ARBEILLE

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Les autorisations spéciales d'absence (ASA), distinctes des congés annuels, sont des jours d'absence accordés exceptionnellement aux agents publics à l'occasion de certains évènements professionnels ou familiaux
Certaines ASA sont prévues par un texte (autorisations dites de droit). Elles s'imposent à la collectivité : Article L.622-2 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP).

La législation prévoit également l'existence d'ASA dites discrétionnaires pouvant être accordées à l'occasion de certains évènements de la vie familiale dont l'attribution est, pour le moment, laissée à l'appréciation de chaque collectivité territoriale : article L.622-1 du CGFP.

Le 1er juillet 2025 est parue au Journal officiel la loi n° 2025-595 du 30 juin 2025 visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations

au travail. Afin de garantir aux agents publics des droits au moins égaux à ceux des salariés, la loi est notamment venue modifier l'article L. 622-1 du CGFP afin de prévoir que les agents publics bénéficient des autorisations d'absence prévues à l'article L. 1225-16 du Code du travail.

Autrement dit, les agents publics ont droit aux mêmes autorisations spéciales d'absences liées à la parentalité que celles dont bénéficient les salariés de droit privé, c'est-à-dire qu'elles doivent être accordées par les employeurs dès lors que les conditions sont remplies :

Désormais, sont accordées de droit les ASA :

- pour se rendre aux examens médicaux obligatoires prévus à l'article L. 2122-1 du Code de la Santé Publique dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et de suites de l'accouchement ;
- pour les actes médicaux nécessaires dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation prévues au chapitre Ier du titre IV du livre Ier de la deuxième partie du Code de la Santé Publique ;
- pour le conjoint agent public de la femme enceinte ou de la personne bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation ou la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle pour se rendre à trois de ces examens médicaux obligatoires ou de ces actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale au maximum ;
- pour se présenter aux entretiens obligatoires nécessaires à l'obtention de l'agrément prévu à l'article L. 225-2 du Code de l'action sociale et des familles dans le cadre d'une procédure d'adoption au sens du titre VIII du livre Ier du Code Civil.

Dans le cas d'octroi d'une ASA liée à un projet parental et afin de garantir aux agents publics des droits au moins égaux à ceux des salariés.

Il convient alors de mettre à jour le tableau général des autorisations d'absences liées à des événements familiaux.

L'assemblée est invitée à se prononcer sur ces nouvelles dispositions et autoriser Monsieur le Maire à les mettre en œuvre.

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L. 622-2 ;

VU le code du travail (articles L. 1225-16 et L. 3142-1) ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité ;

VU la circulaire ministérielle du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU la circulaire FP/4 n° 1864 du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adoption et autorisations d'absence liées à la naissance ;

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 14 novembre 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

VU la circulaire FP/7 n° 002974 du 7 mai 2001 relative aux autorisations d'absence et au pacte de solidarité ;

VU la circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 relative à l'application des dispositions, des articles 86 et suivants du statut général, relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence ;

VU la loi n° 2025-595 du 30 juin 2025 visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail,

Vu l'arrêté municipal du 10/07/2013 portant autorisations spéciales d'absences,

VU la délibération n°231208-018 en date du 08/12/2023 portant modification des autorisations Spéciales d'Absences liées aux événements familiaux,

CONSIDERANT le porter à connaissance effectué auprès du Comité Social Territorial lors de la séance qui s'est tenue le 23 octobre 2025,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de modifier les autorisations d'absences liées aux événements familiaux suivantes comme précisé dans l'annexe ci-jointe.

Sous réserve des nécessités de service, les agents peuvent bénéficier, au titre de l'année civile, des autorisations spéciales d'absence suivant les tableaux ci-annexés, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public peuvent bénéficier de ces autorisations d'absence.

Les autorisations spéciales d'absence doivent être prises au moment de l'événement et ne peuvent être reportées. Lorsque l'événement intervient au cours d'une période de congés annuels, de repos compensateur ou de jours ARTT, les congés ne sont pas interrompus et remplacés par une autorisation spéciale d'absence. Elles ne seront également pas reportées.

Les demandes devront être transmises à l'autorité territoriale à l'aide du formulaire mis à disposition des agents, accompagnées des justificatifs liés à l'absence :

- lorsque la date est prévisible : 10 jours avant la date de l'absence,
- lorsque la date de l'absence n'est pas prévisible : au plus tard dans un délai de 10 jours après le départ de l'agent.

ABROGE toutes les délibérations antérieures à la présente délibération,

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024



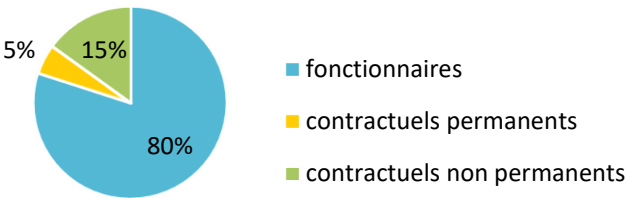
COMMUNE DE SOORTS HOSSEGOR

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2024. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2024 transmises en 2024 par la collectivité au Centre de Gestion des Landes.

Effectifs

➔ 120 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2024

- > 96 fonctionnaires
- > 6 contractuels permanents
- > 18 contractuels non permanents



➔ Aucun contractuel permanent en CDI

➔ Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

➔ Précisions emplois non permanents

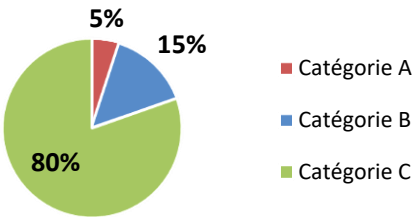
- ⇒ Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 94 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2024 : 3 agents du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

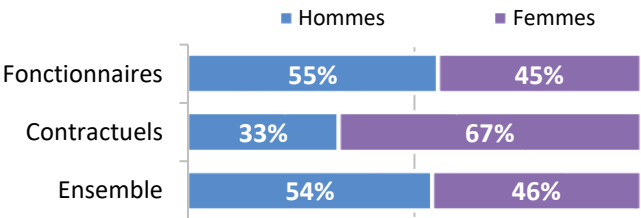
➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	24%		23%
Technique	53%	17%	51%
Culturelle			
Sportive		17%	1%
Médico-sociale	17%	33%	18%
Police	5%		5%
Incendie			
Animation	1%	33%	3%
Total	100%	100%	100%

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut

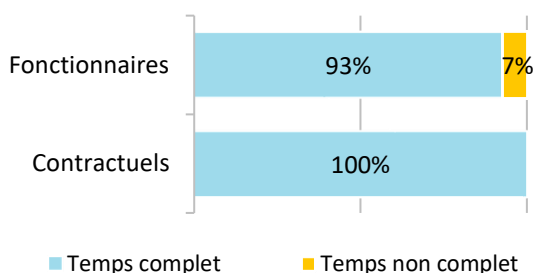


➔ Les principaux cadres d'emplois

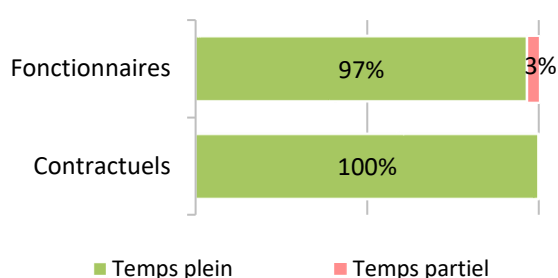
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjointes techniques	38%
Adjointes administratifs	17%
Agents de maîtrise	9%
Agents sociaux	9%
Rédacteurs	6%

Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Administrative	13%	
Médico-sociale	13%	0%
Technique	4%	0%

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0% des hommes à temps partiel
7% des femmes à temps partiel

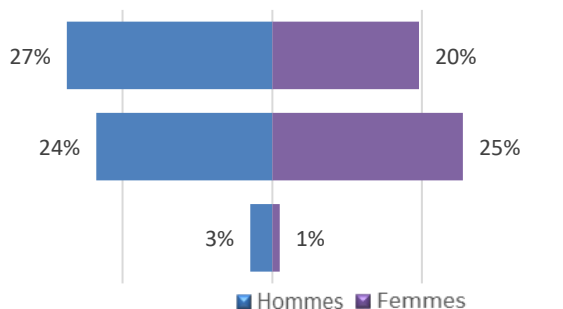
Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 49 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	49,11
Contractuels permanents	45,83
Ensemble des permanents	48,92
Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	36,39

de 50 ans et +
de 30 à 49 ans
de - de 30 ans

Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

➔ 134,65 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2024

> 92,78 fonctionnaires
> 40,97 contractuels permanents
> 0,90 contractuel non permanent

245 063 heures travaillées rémunérées en 2024

Répartition des ETPR permanents par catégorie

Catégorie A	5,00 ETPR
Catégorie B	25,69 ETPR
Catégorie C	103,06 ETPR

Positions particulières

> 11 agents en disponibilité

Mouvements

➔ En 2024, 7 arrivées d'agents permanents et 11 départs

1 contractuel permanent nommé stagiaire

Emplois permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2023 1	Effectif physique au 31/12/2024
106 agents	102 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs*

entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024

Fonctionnaires	↗	2,1%
Contractuels	↘	-50,0%
Ensemble	↘	-3,8%

➔ Principales causes de départ d'agents permanents

Fin de contrats remplaçants	55%
Démission	18%
Départ à la retraite	18%
Mutation	9%

➔ Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Recrutement direct	86%
Remplacements (contractuels)	14%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2024 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023)

Évolution professionnelle

➔ Aucun bénéficiaire d'une promotion interne sans examen professionnel

➔ Aucun lauréat d'un examen professionnel

➔ 1 lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité nommé

dont 100% des nominations concernent des femmes

➔ Un agent a bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

➔ 40 avancements d'échelon et 3 avancements de grade

dont 0,0 % femmes

dont 100,0 % de catégorie C

Sanctions disciplinaires

➔ Aucune sanction disciplinaire prononcée en 2024

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2024

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	0	0
Sanctions 2 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 3 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 4 ^{ème} groupe	0	0

— Budget et rémunérations

➔ Les charges de personnel représentent 53,21 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	10 784 612 €	Charges de personnel*	5 738 351 €	➔	Soit 53,21 % des dépenses de fonctionnement
---------------------------	--------------	-----------------------	-------------	---	---

* Montant global

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	4 019 515 €	Rémunérations des agents sur emploi non permanent :	22 707 €
Primes et indemnités versées :	557 324 €		
IFSE :	456 068 €		
CIA :	33 993 €		
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	67 597 €		
Nouvelle Bonification Indiciaire :	26 960 €		
Supplément familial de traitement :	26 227 €		
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €		

➔ Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative			42 071 €		31 506 €	s
Technique	71 356 €		s		29 050 €	24 137 €
Culturelle						
Sportive				27 499 €		
Médico-sociale	42 851 €		30 242 €	s	26 371 €	23 805 €
Police					29 598 €	
Incendie						
Animation			s	s		23 748 €
Toutes filières	59 954 €		36 438 €	27 625 €	29 400 €	24 559 €

*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

➔ La part des primes et indemnités sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 13,87 %

Part des primes et indemnités sur les rémunérations :		➔ Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
Fonctionnaires	15,82%	➔ Les primes sont maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
Contractuels sur emplois permanents	8,29%	➔ 3586,84 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2024
Ensemble	13,87%	➔ Aucune heure complémentaire réalisée et rémunérée en 2024

➔ IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A	7 835 €	300 €	4%	26 873 €	200 €	1%						
Catégorie B	7 866 €	252 €	3%	10 578 €	390 €	4%				880 €	100 €	10%
Catégorie C	3 667 €	302 €	8%	2 678 €	393 €	13%	596 €	91 €	13%	163 €		

*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

Absences

➔ En moyenne, 35,3 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par fonctionnaire

> En moyenne, 2,7 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	8,62%	0,73%	8,16%	1,49%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	9,67%	0,73%	9,14%	1,49%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	11,15%	0,73%	10,53%	1,49%

Cf. p.7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

➔ Aucune journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)

➔ 45,1 % des agents permanents ayant été absents ont eu au moins un jour de carence prélevé

Accidents du travail

➔ 7 accidents du travail déclarés au total en 2024

> 5,8 accidents du travail pour 100 agents

> En moyenne, 30 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Prévention et risques professionnels

➔ **ASSISTANTS DE PRÉVENTION**
1 assistant de prévention désigné dans la collectivité

➔ **FORMATION**
160 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût total des formations : 7 326 €

Coût par jour de formation : 46 €

➔ **DÉPENSES**
La collectivité a effectué des dépenses en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail

Total des dépenses : 20 887 €

➔ **DOCUMENT DE PRÉVENTION**
La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

Dernière mise à jour : 2024

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

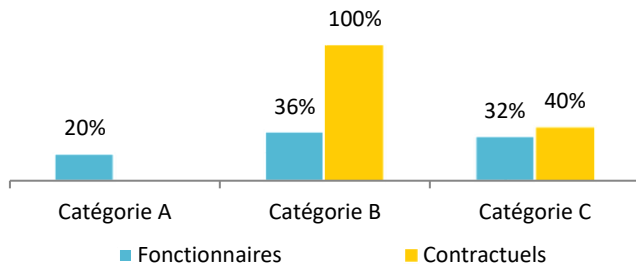
5 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- ⇒ Aucun travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent
- ⇒ 5 travailleurs handicapés fonctionnaires
- ⇒ 0 travailleur handicapé en catégorie A, 0 en catégorie B, 5 en catégorie C
- ⇒ 157 € de dépenses réalisées couvrant partiellement l'obligation d'emploi

Formation

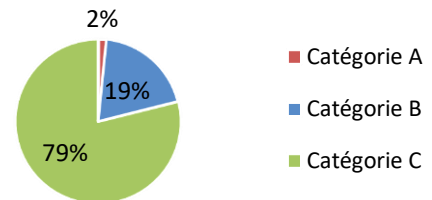
- ➔ En 2024, 33,3% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2024



- ➔ 185 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2024

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



- ➔ 49 080 € ont été consacrés à la formation en 2024

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	65 %
Coût de la formation des apprentis	3 %
Frais de déplacement	3 %
Autres organismes	29 %

- Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :
> 1,8 jour par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	74%
Autres organismes	26%

Action sociale et protection sociale complémentaire

- ➔ La collectivité participe financièrement à la complémentaire santé

Montants annuels	Santé
Montant global des participations	5 174 €
Montant moyen par bénéficiaire	118 €

- ➔ L'action sociale de la collectivité

- Prestations servies par l'intermédiaire d'un organisme à but non lucratif ou d'une association locale

Relations sociales

- ➔ Jours de grève

10 jours de grève recensés en 2024

- ➔ Comité Social Territorial

2 réunions en 2024 dans la collectivité

Précisions méthodologiques

➔ 1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2023

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2024

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2024

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2023

+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2023

➔ 2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2024} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :

Maladie ordinaire et accidents du travail

2. Absences médicales :

Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3. Absences Globales :

Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

➔ En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2024. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2024 transmis en 2024 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.



DONNÉES SOCIALES 2023
DES CENTRES DE GESTION

L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : mai 2025

Version 1

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-61-2025

Objet : Tarifs d'occupation 2025 du domaine public abords lac, canal et autres

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite de 2 500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées »,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

Considérant qu'il convient de modifier certains tarifs d'occupation du domaine public,

DECIDE

Article 1 :

De fixer les tarifs suivants pour l'année 2025 :

DOMAINE PUBLIC ABORDS LAC ET CANAL	% augm°	1 à 150 m²	au-delà de 150 m²	Minimum
Tarif 2024		7,66 €	3,86 €	74,72 €
Tarif 2025	2%	7,81 €	3,94 €	76,21 €

DOMAINE PUBLIC ABORDS LAC ET CANAL		Surface (m²)	1 à 150 m²	au-delà de 150 m²	TOTAL
Réf. Cad.	Noms		7,81 €	3,94 €	
AA 073	DUPLA Josette	9,48	74,04 €	0,00 €	76,21 €
AA 070	GAUTHEY Pierre	21,00	164,01 €	0,00 €	164,01 €
AA 069	MAGNES Michel-Albert	25,00	195,25 €	0,00 €	195,25 €
AA 066	SNC FINANCIERE IMMOBILIERE GIRONDINE	26,00	203,06 €	0,00 €	203,06 €
AA 065	PRIMEROSE SARL	34,00	265,54 €	0,00 €	265,54 €
AA 061	YOUNG Monique	3,60	28,12 €	0,00 €	76,21 €
AA 58	DRYVERS Jeanine	3,50	27,34 €	0,00 €	76,21 €
AB 113	VIVES Marie-Thérèse	59,00	460,79 €	0,00 €	460,79 €
AB 112	DARBO Gérard	42,00	328,02 €	0,00 €	328,02 €
AC 199	BELIN Marc	469,00	1 171,50 €	1 256,86 €	2 428,36 €
AC 196	PINGEOT François	13,00	101,53 €	0,00 €	101,53 €
AE 135	SOUBESTRE Olivier	11,00	85,91 €	0,00 €	85,91 €

AE 136	POELS DOMINIQUE	528,00	1 171,50 €	1 489,32 €	2 660,82 €
BN 130	POITE Michèle	150,00	1 171,50 €	0,00 €	1 171,50 €
BN 14	GAJAC Patrick	2,00	15,62 €	0,00 €	76,21 €
BN 14	BEYRIE Jean-Paul	3,00	23,43 €	0,00 €	76,21 €
BN 14	LAUILHE Jean-Paul	3,00	23,43 €	0,00 €	76,21 €
BN 14	EMONET DENAND Anne	3,00	23,43 €	0,00 €	76,21 €
BN 14	MAILLET DE SANTIS Philippe	22,00	171,82 €	0,00 €	171,82 €

DOMAINE PUBLIC COMMUNAL		Année	m²	% augm° 2%	TOTAL
AK 105	MANAS Henri	2024	160,00	7,77 €	1 219,20 €
		2025		7,93 €	1 268,80 €
AT 68.71. 72. 73	OLIVIER SARL	2024	7430,00	0,1977 €	1 439,93 €
		2025		0,2017 €	1 498,63 €

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor, le 26 septembre 2025



 Le Maire,



 Christophe Vignaud

DECISION DU MAIRE
AG-62-2025

Objet : Choix du prestataire pour l'achat d'un véhicule d'occasion pour la commune.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du Code de la commande publique

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la nécessité de la collectivité de remplacer un ancien véhicule type Renault Clio, en mauvais état de circulation ;

Vu la consultation lancée auprès de trois concessionnaires : PEUGEOT SLC, EDENAUTO et PEUGEOT DAX AUTO ;

Vu les offres reçues des sociétés EDEN AUTO et PEUGEOT DAX AUTO ;

Considérant que, l'offre de PEUGEOT DAX AUTO, 2034 avenue de la Résistance à Saint Paul les Dax (40 990) est la mieux disante ;

DÉCIDE

Article 1 :

De retenir l'offre de PEUGEOT DAX AUTO, 2034 avenue de la Résistance à Saint Paul les Dax (40 990) pour un montant de : 9 825€ HT (soit 12 068.76 € TTC),

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ces travaux sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 15 octobre 2025



Pour le Maire empêché,
Le Premier Adjoint

Alain CLAVERIE



DECISION DU MAIRE
Décision AG-63-2025

Objet : Avenant au marché de travaux pour la rénovation du poste de la plage blanche et aménagement paysager au lac de SOORTS-HOSSEGOR

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la décision du maire en date du 19 juin 2025 relative aux entreprises retenues pour le marché de travaux pour la rénovation du poste de la plage blanche au lac de SOORTS-HOSSEGOR,

Considérant que des modifications ont été apportées en phase travaux, telles que :

- Lot 9_ Plantations et Mobilier en bois :
 - *Plage du Parc : extension réseau d'arrosage, pose de rack à vélo, fourniture et pose de ganivelle et suppression de volige bois, métallique et arrosage ;
 - *Plage des Chênes Lièges : dépose de clôture existante, fourniture et mise en place d'une clôture à claire voie, scellement de béton, déplacement d'arbres et de panneau signalétique existant ;
 - *Plage du Rey : suppression de massif, fourniture et pose de ganivelle, fourniture, mise en place et compactage de mélange de terre pierre sous stationnement en copeau.
- Lot 10_VRD :
- *Plage les Chênes Lièges (entrée principale) : démolition et destruction, terrassement, voiries, signalisation, mobilier, reprise berlinoise et système d'irrigation ;
- *Plage les Chênes Lièges (entrée secondaire) : démolition et destruction, voiries, signalisation, modification des réseaux du poste de secours et apport du réseau électrique pour le poste de stockage ;
- *Plage Blanche : terrassement, voiries, signalisation, panneaux, aménagement d'un rince-pied à l'arrière du bâtiment existant et mobilier ;
- *Plage du Rey (cabane à huitres) : terrassement, voiries et bordures, signalisation, mobilier, système de drainage et système d'irrigation ;
- *Plage du Rey Sud : démolition et destruction, réseaux poste de secours et mobilier ;
- *Plage du Parc : démolition et destruction, terrassement, voiries et bordures, signalisation mobilier, avaloir à déplacer, réseaux poste de secours et système d'irrigation.

DÉCIDE

Article 1 :

D'établir l'avenant suivant :

Modification du marché conformément à l'article R 2194-2 et s. du code de la commande publique :

N° lot	N° avenant	Entreprise	Montant initial (H.T)	Avenant (H.T)	%
9	1	POINT GREEN (mandataire – en groupement avec SOUBESTRE)	225 101 €	8 086.40 €	+ 4.31
10	1	SOUBESTRE (en groupement avec POINT GREEN)	90 125.33€	23 293.56€	+ 31.01

Article 2 :

De signer les décisions de modification de travaux et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 :

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 15 octobre 2025



Pour le Maire empêché,
Le premier adjoint


Alain CLAVERIE

DECISION DU MAIRE
Décision AG-64-2025

Objet : Marché public de fourniture pour l'achat d'une hydrocureuse sur remorque

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R 2122-8 du Code de la commande publique concernant les marchés passés sans publicité ni mise en concurrence,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal et pour les besoins des services techniques d'acheter un matériel type hydrocureuse sur remorque.

Vu qu'une consultation a été cependant publiée comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 2 octobre 2025.

Vu le registre des dépôts clos le 24 octobre 2025 à 12h00 comportant l'offre de l'entreprise BAROCLEAN, ZI Bellevue – 10 140 VENDEUVRE SUR BARSE ;

Considérant qu'après analyse, il apparaît que, l'offre de l'entreprise BAROCLEAN correspond aux besoins de la collectivité et répond aux critères énoncés dans le règlement de consultation ;

DÉCIDE

Article 1 : De retenir l'offre de l'entreprise BAROCLEAN pour un montant de 22 500€ HT, soit 27 000€ TTC ;

Article 2 : De signer le marché et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Fait à Soorts-Hossegor

31 octobre 2025

Maire

Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE
AG-65-2025

Objet : Choix du prestataire pour l'achat d'un véhicule d'occasion pour la commune.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du Code de la commande publique

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté de la collectivité d'acquérir un véhicule pour le centre technique municipal afin de compléter le parc automobile ;

Vu la consultation lancée auprès de trois concessionnaires : CITROEN DAX, RENAULT et PEUGEOT DAX AUTO ;

Vu les offres reçues des sociétés BASKOTO SAS RENAULT BAYONNE et PEUGEOT DAX AUTO ;

Considérant que, l'offre de BASKOTO SAS RENAULT BAYONNE, 59 allées Marines à BAYONNE (64100) répond aux critères de recherches énoncés ;

DÉCIDE

Article 1 :

De retenir l'offre de BASKOTO SAS RENAULT BAYONNE, 59 allées Marines à BAYONNE (64100) pour un montant de : 11 241.67€ HT (soit 13 490 € TTC),

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ces travaux sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 6 novembre 2025

Le Maire

Christophe VIGNAUD



MAIRIE SOORTS-HOSSEGOR
40150